



LE DEVOIR

Patineurs à leur corps défendant



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LES MONTRÉALAIS se sont transformés malgré eux en cascadeurs hier lorsqu'ils ont tenté de se déplacer, que ce soit en voiture ou à pied. Bon nombre de piétons ont d'ailleurs subi des blessures à la suite de chutes sur les trottoirs et on a dénombré plusieurs fractures et traumatismes à la tête. Urgences-Santé a notamment enregistré un nombre accru d'appels, surtout en matinée, sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal et de Laval. Les quelque 30 mm de pluie qui sont tombés ont aussi fait en sorte qu'à certains endroits, les abrasifs répandus étaient rapidement emportés par l'eau. Et toute cette eau pourrait bien se changer en glace puisque Environnement Canada prévoit une légère baisse des températures au cours des prochains jours. Lire en page A 5

Le chef conservateur fait campagne à Toronto et à Montréal

Harper fait la cour aux citadins

ALEC CASTONGUAY

Porté par des sondages qui prédisent une victoire du Parti conservateur lundi, Stephen Harper est passé à l'offensive dans les deux plus grandes villes du pays hier, appelant les électeurs de Toronto et de Montréal à lui faire confiance pour que ces villes jouent «un rôle important dans un nouveau gouvernement». Stephen Harper a également promis aux Québécois qu'un vote pour le PC n'est pas «un acte de foi aveugle», pas plus qu'un «saut dans l'inconnu».

Devant une foule bruyante de plus de 800 personnes réunies hier soir au Marriott Château Champlain, à Montréal, malgré la mauvaise température,

Stephen Harper a lancé une dernière offensive de séduction dans la province avant de plier bagage pour l'Ontario, puis vers l'Ouest. Le chef conservateur, de passage au Québec pour la troisième fois en quatre jours, a prononcé un discours positif qui se voulait rassurant et tourné vers l'avenir, malgré les quelques flèches décochées à l'endroit du Bloc québécois et du Parti libéral.

Conscient que les sondages au Québec montrent une solide remontée de son parti dans les intentions de vote, semant même l'inquiétude dans les rangs bloquistes et libéraux, qui voient leurs appuis s'effriter, Stephen Harper a enfoncé le clou hier dans le but de faire pencher la balance à quelques jours de la

ligne d'arrivée. «Nous attirons des électeurs à la fois du côté du Bloc et du Parti libéral. C'est une bonne chose pour le Québec et pour ce pays», a-t-il dit.

VOIR PAGE A 8: HARPER

Lire aussi, sur la campagne électorale

- Harper est un séparatiste, déclare Buzz Hargrove, page A 3
- La chronique de Michel David: Le vrai pouvoir, page A 3
- L'éditorial de Bernard Descôteaux: Le Québec a besoin du Bloc, page A 6

Souveraineté: Boisclair minimise l'impact des conservateurs

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le chef du Parti québécois, André Boisclair, prévoit qu'une victoire des conservateurs le 23 janvier, qu'ils forment un gouvernement minoritaire ou majoritaire, aura un «impact neutre» sur la marche vers la souveraineté.

«On a regardé tous les scénarios» relatifs à la campagne électorale fédérale, a indiqué André Boisclair

VOIR PAGE A 8: BOISCLAIR

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 6	Météo.....	B 4
Culture.....	B 8	Monde.....	B 5
Décès.....	B 4	Mots croisés.....	B 4
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Un jeune loup fait trembler la Bourse de Tokyo

Takafumi Horié est soupçonné d'avoir faussé les résultats de la compagnie qu'il a fondée

FRANÇOIS DESJARDINS



KIMIMASA MAYAMA REUTERS
Takafumi Horié ne craint pas les déclarations controversées quand il s'adresse à la presse.

Jeune «punk» du milieu des affaires japonais, Takafumi Horié nage à contre-courant. À ses propres conférences de presse, il opte pour le jeans et le t-shirt. Il a déjà offert d'acheter l'équipe de baseball d'Osaka dans le but de l'inscrire en Bourse. L'establishment, a-t-il déjà déploré, est un «club de vieux hommes» incapables d'accepter qu'un trouble-fête de 33 ans ait gravi les échelons deux par deux pour connaître un peu de succès.

Le fondateur de Livedoor, une société de services Internet présentée comme un modèle de la nouvelle économie, vient d'ajouter un nouveau chapitre à ses exploits: il sème la panique à Tokyo, où le marché boursier Nikkei a fléchi de 6 % en deux jours après que la justice eut perquisitionné le siège social de la compagnie et le domicile de Horié dans la nuit de lundi à mardi.

Fausse information

Takafumi Horié, qui a fondé sa compagnie à 23 ans, est soupçonné d'avoir publié de fausses informations afin d'influencer le cours boursier de Livedoor et d'avoir trafiqué le bilan de l'entreprise pour camoufler des pertes. Aucun chef d'accusation n'a encore été porté et Horié n'a toujours fait aucune déclaration publique, mais les médias rapportent que les enquêteurs auraient détecté des courriels compromettants.

VOIR PAGE A 8: TOKYO

Budgets aux arts: le PC ne se mouille pas

Rien n'assure que les hausses annoncées par les libéraux seront maintenues

STÉPHANE BAILLARGEON

La seule chose sûre, c'est qu'il n'y a rien de sûr. L'unique certitude, c'est qu'un gouvernement conservateur «maintiendra le rôle» des grandes institutions culturelles nationales, de Radio-Canada au Conseil des arts du Canada (CAC). Pour le reste, et surtout pour les budgets du secteur des arts et de la culture, le parti de Stephen Harper ne promet à peu près rien de concret, de palpable, de précis.

Même le saut prodigieux de l'enveloppe du Conseil des arts, de 150 à 300 millions d'ici 2008, annoncée par les libéraux avant les élections, ne semble pas assuré, contrairement à la rumeur véhiculée depuis quelques jours dans les médias. Le PC s'en soucie d'autant moins que sa porte-parole en la matière affirme ne pas en trouver trace dans les finances publiques. Deux fois rien égale...

«Nous sommes en faveur du Conseil des arts et nous souhaitons que cet organisme ait les ressources dont il a besoin pour soutenir ses programmes», explique la députée Beverly Oda en entrevue au Devoir. «Nous accorderons la hausse budgétaire si c'est ce dont le Conseil a besoin et si l'argent a déjà été budgété.»

Voilà donc l'écueil. Selon Mme Oda, députée ontarienne de Durham, l'argent ne figure dans aucun budget fédéral. «Nous avons cherché, en vain», dit-elle. «Quand nous serons élus, nous regarderons les livres comptables et nous jugerons les plans. Nous finirons peut-être par accorder plus d'argent [que les libéraux] au Conseil des arts, mais nous voulons d'abord nous assurer que cet organisme est efficace et qu'il sert bien les artistes et les créateurs.»

Liza Frulla s'insurge

Ces propos font bondir la ministre du Patrimoine, Liza Frulla, qui a négocié la hausse budgétaire. «Ce

Il n'est pas certain que l'enveloppe du Conseil des arts doublera pour passer à 300 millions

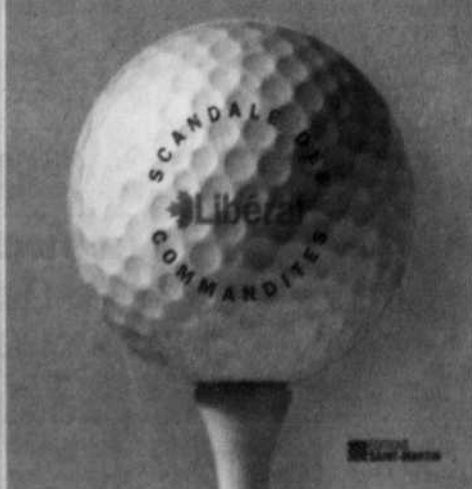
VOIR PAGE A 8: CULTURE

ÉDITIONS SAINT-MARTIN

VIENT DE PARAÎTRE

En librairie maintenant • 112 pages • 13,95 \$

La filière politique du scandale des commandites



WWW.EDITIONS-SAINTMARTIN.COM

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Avortement: Harper pourrait agir en dépit du Sénat libéral, maintient Martin

HÉLÈNE BUZZETTI

London, Ontario — Paul Martin persiste et signe. Malgré les avis divergents qui se multiplient, le chef libéral maintient que le Sénat ne pourra pas empêcher un éventuel gouvernement conservateur de limiter l'accès à l'avortement.

M. Martin ramène régulièrement le sujet de l'avortement sur la table depuis le début de la campagne électorale et, encore hier, en a fait un aspect important de ses nombreux discours en Ontario. Il a même soutenu que l'équipe conservatrice de Stephen Harper «a déjà un plan d'attaque» pour rouvrir ce déchirant débat, même si le Parti conservateur s'est engagé dans son programme à n'en rien faire.

Plusieurs voix conservatrices se sont élevées cette semaine, certaines de façon anonyme et d'autres publiquement, comme le sénateur Marcel Prud'Homme, pour rappeler qu'une loi interdisant l'interruption volontaire de grossesse ne pourrait jamais être adoptée parce que le Parti libéral dispose d'une majorité au Sénat. La Chambre haute doit nécessairement approuver tous les projets de loi du gouvernement.

Questionné à ce propos, M. Martin n'a pas reconnu l'existence de ce rempart. «Un premier ministre a des façons de faire avec le Sénat, on l'a vu avec [Brian] Mulroney. Les sénateurs vont voter de la façon dont ils doivent voter, mais avec

un laps de temps, c'est clair que M. Harper pourrait gagner sa cause.»

Paul Martin faisait référence au coup de force du premier ministre conservateur Brian Mulroney en 1990 pour faire approuver la TPS, à laquelle s'opposait le Sénat. Il avait nommé d'un coup huit sénateurs à la Chambre haute afin de renverser le rapport de force entre les deux partis.

Mais si Stephen Harper désirait utiliser ce stratagème pour faire adopter une hypothétique loi sur l'avortement, il devrait pour ce faire rester plusieurs années au pouvoir. Le Sénat compte à l'heure actuelle 67 libéraux contre seulement 24 conservateurs et quatre sénateurs restés fidèles au défunt Parti progressiste-conservateur. Seuls cinq sièges restent à pourvoir. Or la Constitution de 1867 permet au premier ministre de nommer seulement quatre ou huit sénateurs à la fois pour faire adopter, dans des circonstances exceptionnelles, des lois.

M. Martin a laissé entendre que le Parti libéral ne limiterait pas l'accès à l'avortement. «C'est la position du gouvernement libéral et c'est la façon dont on demanderait à tous les libéraux de voter, les sénateurs et les députés», a-t-il indiqué, sans jamais vouloir reconnaître qu'il garantissait de facto aux femmes la préservation du libre-choix au Canada.

Le Devoir



Le chef conservateur Stephen Harper et son épouse, Laureen Teskey, ont affronté le vent et la pluie à leur descente d'avion à Montréal hier.

Harper s'en prend à «l'activisme judiciaire»

Le chef conservateur tente de corriger le tir à propos des juges

ISABELLE RODRIGUE

Toronto — Le chef conservateur Stephen Harper a dû clarifier ses propos de la veille au sujet des juges, dont il a semblé remettre l'impartialité en question, ainsi que celle de la fonction publique.

Tenant de convaincre les électeurs encore réticents à voter conservateur, M. Harper avait fait valoir mardi qu'un gouvernement conservateur, même majoritaire, serait tenu en laisse par des institutions composées de personnes nommées par les libéraux: le Sénat, les tribunaux et la fonction publique.

Les libéraux n'ont pas pris de temps mardi à affirmer que M. Harper accusait les juges d'être partiaux.

Lors d'un point de presse hier, M. Harper a expliqué qu'il ne fallait pas voir dans ses commentaires une accusation selon laquelle les juges auraient un préjugé favorable pour les libéraux.

«Je dis seulement que les juges ont été nommés par un autre parti et c'est [un contrepoids], une limite à un gouvernement, même un gouvernement majoritaire», a affirmé le chef conservateur.

Il a cependant reconnu qu'il

croyait que certains juges font de l'«activisme judiciaire», c'est-à-dire que des juges utilisent les tribunaux pour faire progresser des causes sociales.

Pendant tout le débat sur le mariage homosexuel, par exemple, les conservateurs ont dénoncé à répétition le fait que les tribunaux aient légalisé le mariage entre conjoints de même sexe, imposant cette réalité avant même que le Parlement ne se prononce sur cette question.

S'il prend le pouvoir, M. Harper affirme que, lorsqu'il devra nommer des juges, il recherchera des

candidats qui sauront «sagement appliquer les lois adoptées par le Parlement du Canada».

Du côté des nominations, le chef du Parti conservateur a laissé entendre que l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, le libéral Frank McKenna, devrait commencer à faire ses boîtes.

«Il y a des positions dans n'importe quel gouvernement qui sont très importantes pour le premier ministre», a répondu M. Harper lorsqu'on l'a invité à se prononcer sur l'avenir de M. McKenna à Washington.

Presse canadienne

Duceppe ne se croit pas responsable de la montée des conservateurs

KATHLEEN LÉVESQUE

Gilles Duceppe ne se sent pas responsable de la montée des conservateurs au Québec bien qu'il ait martelé la nécessité de procéder à un changement de gouvernement en sanctionnant les libéraux depuis le début de la campagne électorale.

«Ce n'est pas moi qui fais campagne pour Stephen Harper. On verra. Moi, je me sens une responsabilité envers les Québécois. Ce que je dis, je le pense, et ce que je pense, je le dis et j'agis en conséquence», a affirmé hier le chef bloquiste, visiblement moins détendu qu'en début de campagne.

Devant le mouvement en faveur des conservateurs qui grugerait l'appui au Bloc québécois, M. Duceppe se montre sceptique. «Quand je regarde la forêt, je ne regarde pas qu'un arbre. Il y a plein d'autres sondages qui sont sortis et qui nous donnent tous en haut de 44 %. Je travaille avec ça. Je suis confiant qu'on va atteindre nos objectifs», a indiqué Gilles Duceppe.

Hier, un sondage CROP tendait à démontrer que le Bloc québécois est en perte de vitesse. Il ne recueillerait plus que 39 % des intentions de vote des Québécois alors qu'il souhaite franchir la barre symbolique de 50 % des voix. En 2004, le Bloc avait obtenu 48,9 % des suffrages, soit 54 sièges.

Les troupes de Stephen Harper obtiendraient 25 % de l'appui populaire, un bond de 14 points par rapport à une enquête semblable menée en décembre dernier. Pour le Bloc, la chute est proportionnelle, passant de 52 % à 39 % en un mois.

M. Duceppe a nié que ces résultats puissent avoir un effet démobilisateur pour son équipe de militants et de bénévoles. À l'inverse, ce serait plutôt stimulant, surtout dans les circonscriptions où la lutte s'annonce serrée.

Chose certaine, le discours du chef bloquiste s'est modifié. Il n'attaque plus les libéraux. Mais, à la manière du Parti libéral, M. Duceppe essaie de noircir le tableau



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Duceppe

des conservateurs. Lors de sa participation hier à une émission sur les élections fédérales à la chaîne MusiquePlus, Gilles Duceppe a associé les politiques de Stephen Harper à une «vision américaine» avec de la «police partout».

En conférence de presse, M. Duceppe a par la suite rappelé que «la valeur la plus sûre pour les Québécois, c'est le Bloc». Le chef du Bloc a critiqué la tentative de son adversaire conservateur de rassurer les électeurs, lors de son passage dans la région de Québec mardi, en évoquant certaines balises pour contrebalancer un éventuel gouvernement conservateur majoritaire.

«Moi, je vous dis que les meilleurs garde-fous pour les Québécois, ce sont des députés élus à la Chambre des communes, non pas des sénateurs nommés par le parti au pouvoir, ni des juges nommés par le premier ministre et encore moins des fonctionnaires qui n'ont pas à intervenir politiquement», a fait valoir Gilles Duceppe.

Le Devoir

Guelph se rangera-t-elle encore du côté du pouvoir?

HÉLÈNE BUZZETTI

Guelph, Ontario — En apparence, la circonscription de Guelph, située à une heure de route à l'ouest de Toronto, ne devrait pas offrir de bataille électorale particulièrement intéressante. Après tout, il s'agit d'un milieu urbain (moins favorable aux conservateurs) où la candidate libérale Brenda Chamberlain l'a emporté en 2004 par une majorité confortable de 10 000 voix. Mais Guelph a une particularité: elle s'est imposée comme circonscription-baromètre depuis sa création en 1976.

Guelph a en effet toujours voté «du bon bord», en élisant un député du parti porté au pouvoir. A son premier test électoral en 1979, elle a soutenu un candidat conservateur pour se joindre à l'équipe minoritaire de Joe Clark. L'année suivante, le pays confiait les rênes du pouvoir à Pierre Elliott Trudeau et Guelph emboîta le pas en élisant un député libéral. En 1984 et en 1988, le comté ontarien s'est laissé emporter par la vague conservatrice et en 1993, la circonscription qui a du pif est retournée chez les libéraux de Jean Chrétien. En 2004, elle a donné sa chance à Paul Martin, mais en accordant à sa candidate une majorité amputée du tiers. Alors, que fera Guelph lundi prochain?

D'entrée de jeu, les trois principaux candidats aux élections se disent mal à l'aise avec cette analyse. La libérale tente de démonter le mythe. «Alf Hales a déjà régné pendant 18 ans ici, alors ce n'est pas un comté-baromètre, même si les gens disent cela», affirme-t-elle en entrevue. C'est exact, mais c'était en... 1957, et M. Hales était conservateur. Le néo-démocrate Phil Allt aime rappeler que le redécoupage récent de la circonscription, l'ayant allégée de ses régions rurales, l'avantage. Son rival conservateur, Brent Barr, ne le contredit pas. «Nous sommes devenus une circonscription beaucoup plus urbaine et les milieux urbains ne sont pas généralement nos points forts», reconnaît-il.

Fond conservateur

Il y a à Guelph, petite ville d'environ 120 000 personnes, un solide fond de conservatisme social. Peter Ellis, le candidat du Parti de l'héritage canadien, s'offre des pancartes électorales sur les boulevards. Mme Chamberlain, toute libérale soit-elle, a voté l'an dernier contre le mariage des couples homosexuels à la Chambre des communes. Sur les autobus de la ville, l'organisme Guelph and Area Right to Life se paie de grandes publicités contre l'avortement, photo de fœtus à l'appui. «Ceci est un enfant, pas un choix», clame l'affiche en fournissant un numéro de téléphone local.

Le président de la Chambre de commerce de Guelph, Ian Smith, concède que la présence d'une députée libérale pendant près de 13 ans relève de l'«anomalie». «Traditionnellement, c'est très conservateur ici. La course sera plus serrée cette fois-ci». D'ailleurs, les électeurs présents au débat organisé par son organisme mardi soir exprimaient à voix basse leur penchant pour les idées défendues par Brent Barr.

«J'ai voté pour les conservateurs par anticipation», révèle Steve. J'en ai assez de cette culture du tout-m'est-dû. Pendant le débat, Steve ne cesse de faire des commentaires à ses voisins sur la TPS, que les libéraux n'ont pas réduite malgré leur promesse. Mais la plupart ressemblent davantage à Rodney, qui s'est rendu au débat malgré la pluie verglaçante pour se décider. «J'ai déjà voté libéral et conservateur dans le passé. Je trouve les sondages intéressants.»

Les trois autres candidats présents au débat (dont le vert Mike Nagy qui, avec ses 7,9 % d'appuis en 2004, a le privilège refusé à son chef de participer au débat télévisé) s'en sont pris à leur adversaire conservateur. Sentent-ils son avance?

La population universitaire, qui représente environ 8 % de l'électorat, le craint. À la sortie d'un débat des candidats organisé sur le campus plus tôt dans la journée, on trouvait très peu de jeunes pour saluer la performance du conservateur. «Bien franchement, je l'ai trouvé ridicule», lance Stephanie Cordes. Une autre, Lindsey, avoue ne pas l'avoir écouté, tellement elle ne partage pas ses idées, alors que Mary Jane roule les yeux pour qualifier ce qu'elle en pense. Pourtant, il s'est bien trouvé quatre étudiants pour rester avec M. Barr après le débat et l'inviter dans leur cours sur la politique partisane.

Les 65 jeunes l'écoutent, mais rapidement les questions embarrassantes fusent. Comment ferez-vous pour faire taire les fondamentalistes au sein de votre parti? Que pensez-vous du mariage gai? Voulez-vous limiter l'accès à l'avortement? Aimez-vous Stephen Harper? et pourquoi? Sur le mariage, M. Barr répond qu'il appuie sa définition traditionnelle. Il préférerait y revenir, quitte à laisser les Églises qui le souhaitent célébrer d'autres formes d'union. Mais si la question est ramenée à la Chambre des communes, il effectuera un sondage dans son comté et votera en fonction du résultat obtenu.

En entrevue, le candidat conservateur se dit plutôt heureux que ces questions lui aient été posées. «Ça me permet de faire sortir la vérité. Non, nous n'avons pas l'intention de rouvrir le débat sur l'avortement.» Mais il reconnaît que la campagne, qui va bien, ne lui permet pas pour autant de crier victoire. «Nous sommes encore en retard de 2 ou 3 % sur Brenda», reconnaît-il. Nous n'avons pas senti d'effet de vague malgré la remontée des conservateurs dans les sondages. J'aimerais vous dire que c'est le cas, mais non. La réaction

est plus ou moins la même maintenant qu'avant Noël.»

La campagne de peur ne colle pas ici. Même le candidat néo-démocrate ne voit pas en son adversaire «l'Antéchrist incarné». «Je ne crois pas que le Parti conservateur tentera d'imposer un ordre du jour moral qui serait d'une certaine façon contraire aux valeurs canadiennes, parce que plus jamais par la suite il ne serait capable de prendre le pouvoir.»

Phil Allt ne concède pas la victoire pour autant à son adversaire. Il lui reproche sa «naïveté», celle de croire qu'il pourra toujours faire à sa tête au sein de son parti, quitte à contredire les positions officielles, par exemple en s'opposant à la participation du Canada à des invasions militaires unilatérales (comme celle en Irak), ainsi que M. Barr le laisse entendre. M. Allt, qui tente à nouveau sa chance, avait terminé troisième en 2004.

De son côté, la libérale estime que la campagne n'a jamais été aussi truffée de coups bas. «Les conservateurs mènent une campagne à l'américaine, très négative, dit-elle. Harper est très proche de Bush. Ce sont encore des réformistes, ils ont simplement changé de nom.» Mme Chamberlain se plaint de la lune de miel que la presse semble accorder au Parti conservateur. «Ils ont un trou de 23 milliards dans leur plateforme électorale et, à part quelques articles, rien ne s'est dit à ce sujet. Ils vont nous ramener en déficit et c'est très inquiétant qu'on n'en parle pas.»

Lorsqu'on lui demande ce qu'elle pense de la campagne de son chef et de son impact sur sa campagne locale, Mme Chamberlain maintient que «ça tient le coup dans Guelph». Elle se présente toutefois comme une députée qui n'a pas eu peur de voter contre son gouvernement (ce qui est exact, elle faisait partie des abonnés libéraux à la dissidence) et qu'elle continuera de le faire. «Ce sera encore plus facile si mon parti ne forme pas le gouvernement!»

Le Devoir



Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de Jean-Marie DEBUNNE

COLLECTION CHANTIERS

Comment va ta vie ?
Comment va ton monde ?

Enseignement moral pour le
1^{er} cycle du secondaire

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ELECTIONS FÉDÉRALES



Michel David

Le vrai pouvoir

Plusieurs comparent déjà les élections fédérales de lundi prochain à celles de 1984, qui avaient pris la forme d'un raz-de-marée conservateur.

Il est vrai que la montée fulgurante du PC — et la chute non moins spectaculaire des libéraux — rappelle beaucoup 1984, mais la fin de campagne actuelle au Québec a des accents qui font aussi penser à ce qu'on entendait en 1993. À cette différence près que libéraux et conservateurs ont échangé les rôles.

À cinq jours du scrutin, le 21 octobre 1993, Jean Chrétien avait tenu à Québec des propos qui pourraient très bien sortir de la bouche de Stephen Harper aujourd'hui. «J'ai besoin de femmes et d'hommes avec moi pour que les vrais Québécois soient représentés à Ottawa», avait lancé le chef libéral.

Notons au passage que personne n'avait songé à lui reprocher de faire une distinction entre les «vrais Québécois» de la région de Québec et ceux que représentaient les députés qu'il comptait faire élire en abondance dans les comtés à forte proportion anglophone et allophone de Montréal. Un bon libéral ne saurait être suspecté de tribalisme, n'est-ce pas? Il est vrai que Jacques Parizeau n'avait pas encore mis le sujet à la mode.

Coincidence intéressante, quand il avait fait cette déclaration, M. Chrétien était flanqué de deux membres du gouvernement de Robert Bourassa qui défraient encore les manchettes: Lawrence Cannon et Marc-Yvan Côté.

À en croire la rumeur, le premier est appelé à devenir le prochain vice-premier ministre du Canada s'il réussit à se faire élire dans Pontiac tandis que le second a été banni à vie du PLC par le successeur de M. Chrétien et se fait un plaisir de jouer les imprécateurs. L'histoire aime bien faire ce genre de clin d'œil à l'occasion.

«Vous pouvez protester. Mais les affaires de l'État, c'est important. Le vrai pouvoir n'est pas dans l'opposition», avait poursuivi M. Chrétien dans une allusion au slogan de campagne du Bloc québécois en 1993: «Le vrai pouvoir».

Douze ans plus tard, M. Harper fait écho à ses propos: «Le Bloc existe depuis 16 ans et il n'a rien pu accomplir. Même s'il existe encore pendant 116 ans, il ne pourra faire avancer aucun dossier».

Bien entendu, il ne serait jamais venu à l'esprit de M. Chrétien de préciser que ce vrai pouvoir ne serait pas «absolu», comme l'a dit le chef conservateur. L'ancien premier ministre n'a jamais éprouvé la moindre gêne à l'exercer pleinement.

À l'époque, Lucien Bouchard ne craignait pas non plus de faire miroiter aux électeurs québécois tous les avantages de la balance du pouvoir, sans parler du statut d'opposition officielle.

Gilles Duceppe n'en demande pas tant. L'insistance qu'il met depuis quelques jours à présenter son parti comme une «valeur sûre» à quelque chose de frileux quand on le compare à l'attitude conquérante de M. Bouchard, qui promettait de pourfendre ces coquins de libéraux qui avaient saboté l'accord du Lac-Meech et manifestaient déjà cette hargne qui allait éventuellement se matérialiser dans la Loi sur la clarté.

Tout le problème du Bloc est que les coquins sont en déroute. Lundi, leurs têtes vont rouler dans la poussière, mais personne n'avait imaginé qu'un prince charmant s'inviterait à l'exécution. La soudaine popularité des conservateurs a pris les stratèges bloquistes totalement au dépourvu. M. Duceppe aura beau répéter que l'élection d'un gouvernement conservateur, possiblement majoritaire, représente un «gros risque» pour le Québec, l'homme se présente avec un bouquet de roses.

De toute manière, donner le «vrai pouvoir» au Bloc n'a pas empêché les libéraux de bafouer ouvertement la démocratie québécoise. Si M. Harper veut l'utiliser pour régler le déséquilibre fiscal et nous ouvrir les portes de l'UNESCO, pourquoi pas?

À défaut d'un meilleur argument, M. Duceppe l'accuse de ne pas chiffrer le déséquilibre fiscal, mais personne ne s'attend à ce qu'il commence à négocier avec les provinces avant même d'être élu.

Qui sait maintenant où va s'arrêter l'effritement du vote bloquiste enregistré par le dernier sondage CROP? S'il reflète la réalité, ce n'est plus la barre des 50 % qui devient problématique mais celle des 40 %.

Si inquiétantes que soient devenues les élections de lundi pour le Bloc, le vrai danger pour le camp souverainiste se situe dans un horizon plus lointain. Au début de la campagne, M. Duceppe se défendait bien de jouer la première période du prochain match référendaire, comme Paul Martin l'en accusait. Il ne se doutait pas que M. Harper préparait déjà la deuxième, comme en témoigne l'entrevue qu'il a accordée mardi à mon collègue Alec Castonguay, du *Devoir*.

On a du mal à imaginer les futures «vedettes» québécoises du cabinet Harper brûler les planches des tribunes référendaires. Il y aura peut-être d'heureuses découvertes, mais il ne semble pas y avoir de futurs Lucien Bouchard ou même de futurs Jean Charest dans l'équipe conservatrice de 2006.

M. Harper a très bien compris que la meilleure façon d'éviter de perdre un troisième référendum est de faire en sorte qu'il n'y en ait pas. Et que la seule garantie à cet effet est la réélection du gouvernement Charest.

Le futur premier ministre est la preuve vivante que les perceptions peuvent changer rapidement et que les résurrections sont possibles en politique. Il est vrai que le gouvernement Charest a une grosse pente à remonter, mais les conservateurs reviennent d'encore plus loin au Québec.

Si un gouvernement Harper faisait les gestes de réconciliation que les Québécois ont vainement espérés de Paul Martin et s'il donnait à Jean Charest les moyens de commencer à tenir ses promesses, il réussirait sans doute à faire oublier bien des choses.

On ne doit pas sous-estimer les résistances que M. Harper rencontrera dans le reste du pays, en particulier au sein de l'appareil fédéral, mais le vrai pouvoir permet bien des choses à un homme vraiment décidé.

mdavid@ledevoir.com

L'allié circonstanciel de Paul Martin éclipse le chef libéral

Harper est un séparatiste, dit Buzz Hargrove

Le syndicaliste invite les Québécois à voter pour le Bloc québécois afin de barrer la route aux conservateurs

HÉLÈNE BUZZETTI

London, Ont. — Les appels au vote stratégique prennent des allures de plus en plus insolites dans cette campagne électorale. Paul Martin en est rendu à courtiser le vote vert tandis que Buzz Hargrove, le syndicaliste néo-démocrate converti au Parti libéral, considère désormais Stephen Harper comme un «séparatiste» que les Québécois doivent arrêter à tout prix, quitte à voter... pour le parti séparatiste de Gilles Duceppe.

Le puissant syndicaliste ontarien a totalement éclipse le chef libéral Paul Martin, aux côtés de qui il faisait pourtant campagne hier dans la petite ville de Strathroy, dans le Sud-Ouest ontarien. M. Hargrove était venu livrer son message, assassin pour le NPD, dont il se réclame toujours: les électeurs doivent localement appuyer le parti en mesure de défaire le candidat conservateur. Dans sa région de Mississauga, ce sera un libéral. Et au Québec, ce sera le plus souvent un bloquiste.

«Je crois que la dévolution de pouvoirs aux provinces, pas seulement au Québec, relâchera les liens qui font de nous une nation, et quiconque fait la promotion de cela adopte le discours des séparatistes», a déclaré aux journalistes M.

Hargrove, en multipliant les déclarations étonnantes sur Stephen Harper. «Ce sont les conditions gagnantes que les séparatistes du Québec attendent.» Selon lui, les Québécois «vont d'un séparatiste à l'autre aux élections. C'est ce qu'ils font en ce moment. Ils voient en lui [Stephen Harper] un séparatiste.»

Interrogé pour savoir s'il fallait voter pour le Bloc québécois au Québec, M. Hargrove s'est borné à dire que les Québécois devraient «suivre leur conscience». «Je les implore de voter de n'importe quelle façon possible [pour arrêter les conservateurs].»

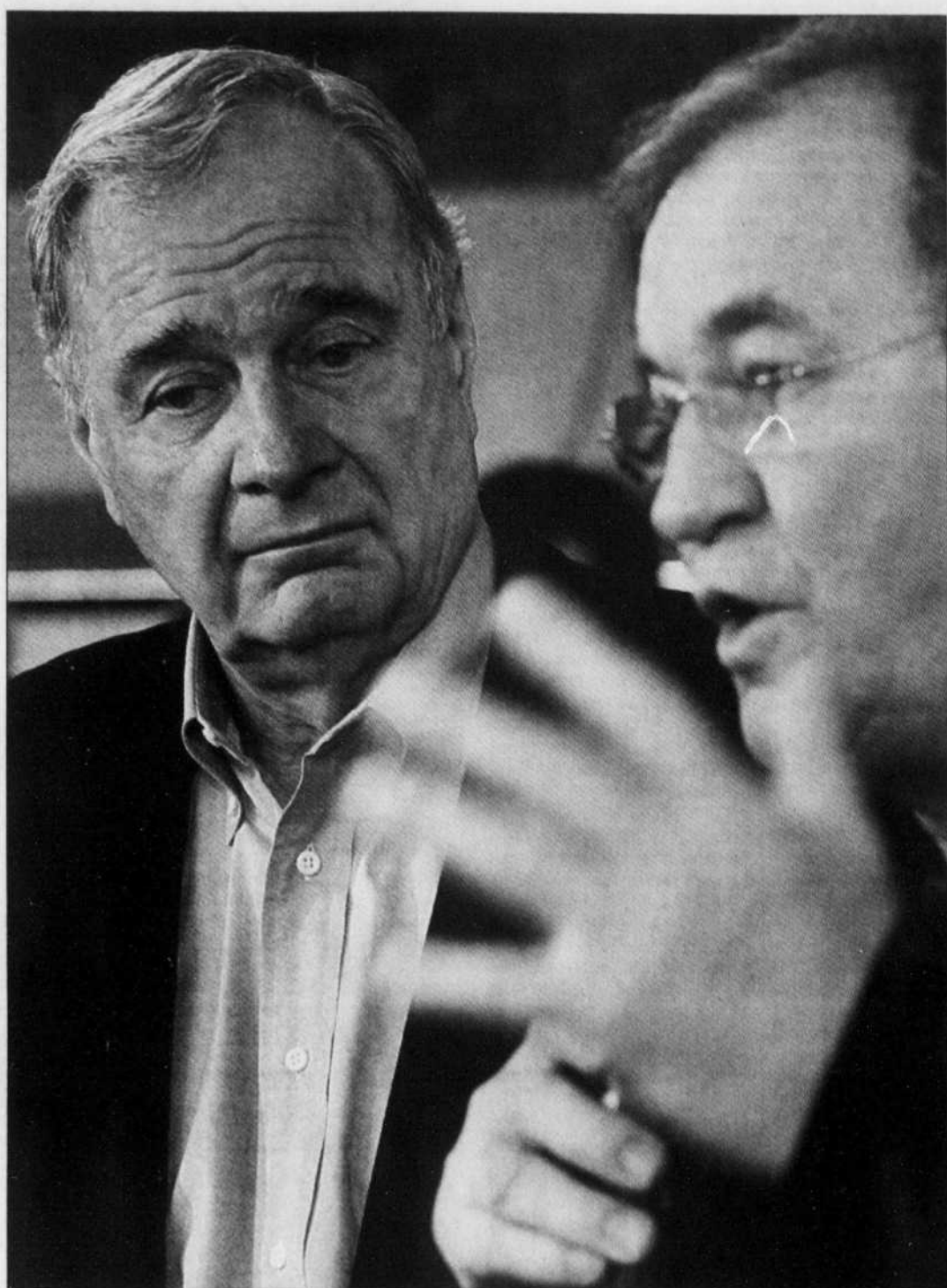
La réaction de Paul Martin ne s'est pas fait attendre. Il a déclaré qu'il ne partageait «pas du tout» cette lecture de la situation. «J'ai de profondes divisions avec M. Harper, mais je n'ai jamais mis en doute son patriotisme. M. Hargrove a corrigé le tir.» En effet, quelques minutes plus tard, voyant le tumulte qu'il venait de déclencher, M. Hargrove a diffusé un communiqué dans lequel il assure que M. Harper «est un fédéraliste», mais qu'il «joue le jeu des séparatistes» avec son plan de décentralisation.

Le premier intéressé a demandé à son rival libéral de rappeler à l'ordre Buzz Hargrove. «Je ne pense pas qu'aucun fédéraliste ne devrait demander aux gens de voter pour des séparatistes. M. Martin devrait se distancier de M. Hargrove parce que ce genre de commentaires est mauvais pour le pays», a déclaré Stephen Harper. Ainsi, le message de M. Martin s'est retrouvé une fois de plus obscurci par une gaffe, cette fois commise par un supposé allié.

Le chef libéral a lui aussi étonné en appelant les électeurs tentés par le Parti vert à se rallier à lui. «Le vote progressiste que nous représentons est divisé entre nous, le NPD, les [anciens] progressistes-conservateurs, le Parti vert. Si nous voulons arrêter Stephen Harper, nous devons nous rallier. Nous ne pouvons pas être divisés», a-t-il lancé dans le comté de Kitchener-Cornestoga. En 2004, Lynn Myers avait emporté ce comté par moins de 3000 voix. Le Parti vert y avait récolté 6,7 % des votes. Il a réutilisé cet appel devant les militants de Halton, où les verts avaient obtenu environ 5 %.

Harper et le Québec

M. Martin a reconnu pour la première fois l'intérêt que suscite Stephen Harper au Québec et a mis en garde les Québécois contre cet engouement. «Un certain nombre de Québécois veulent voter pour Stephen Harper. Quand ils prendront le crayon pour marquer



CHRIS WATTIE REUTERS

Paul Martin a eu la désagréable surprise d'entendre son allié circonstanciel, Buzz Hargrove, traiter le chef conservateur de séparatiste et inviter les Québécois à voter pour le Bloc québécois.

leur bulletin de vote, ils doivent se rappeler exactement ce pour quoi ils votent», a dit M. Martin, en rappelant l'appui de Stephen Harper à la guerre en Irak, au bouclier antimissile américain ou encore sa promesse d'abolir le futur programme national de garderies. Il a même soutenu que M. Harper voulait remettre l'avortement à l'ordre du jour. «Il n'y a absolument rien que le Bloc peut faire pour l'empêcher. Rien.»

Ainsi, M. Martin a complètement mis de côté sa rhétorique référendaire du début de la campagne, par laquelle il invitait tous les fédéralistes du Québec à se rallier derrière lui, alors en deuxième place, pour battre le Bloc québécois. Le Parti conservateur a remplacé le PLC au second rang au Québec. Le dernier coup de sonde de la maison CROP réalisé pour le compte de *La Presse* place le Bloc québécois à 39 %, les conservateurs à 25 % et les libéraux à 20 % seulement.

Signe des difficultés de la campagne libérale, M. Martin a utilisé sa journée d'hier pour sillonner la périphérie torontoise, en particulier quatre circonscrip-

tions où les libéraux l'avaient emporté aux dernières élections par de courtes majorités. M. Martin a choisi de consolider ses appuis alors que son rival conservateur s'est aventuré en territoire auparavant hostile, les centres-villes torontois et montréalais. Les seuls encouragements seront venus du *Toronto Star*, qui a donné son appui en éditorial à Paul Martin, et du premier ministre ontarien Dalton McGuinty, qui a fait de même.

M. Martin a répété que seul lui ou son rival Stephen Harper avaient de réelles chances de devenir premier ministre et qu'il fallait donc choisir entre ces deux options. Puis, curieusement, il s'en est pris au chef néo-démocrate, Jack Layton, qui a dit pouvoir s'accommoder d'un gouvernement conservateur. M. Martin a donné l'impression qu'il se battait pour la seconde place. Il a même parlé, lors d'une visite éclair du conseil municipal de London, du «gouvernement Harper».

Le Devoir

EN BREF

Oui, je le veux. Et vite!

Winnipeg — Selon une spécialiste en organisation de mariages, beaucoup de couples de même sexe s'empressent de s'unir de crainte que les conservateurs soient élus lundi et reviennent à la définition traditionnelle du mariage. Même le ministre de la Santé de l'Ontario songe à accélérer ses procédures pour convoier. «Des personnes dont je n'aurais jamais imaginé qu'elles se mariaient téléphonent et demandent à s'unir, a commenté la copropriétaire de Pride Bride, Rita Leonard, de Winnipeg. Il y a beaucoup de gens qui nous le demandent. Les gens ont peur, ils sont inquiets, ils demandent conseil.» Le gouvernement libéral fédéral a légalisé les mariages de couples du même sexe en 2005. De nombreux jugements de tribunaux

avaient auparavant invalidé la définition traditionnelle du mariage, entre un homme et une femme, parce que contraire à la Charte canadienne des droits et libertés. Huit provinces l'avaient par la suite abrogée. Or des couples craignent qu'un éventuel gouvernement conservateur fasse marche arrière, puisque le chef du parti, Stephen Harper, a dit qu'il allait soumettre la question à un vote libre en Chambre des communes. Si les députés choisissent majoritairement de revenir à l'ancienne définition, M. Harper déposera un projet de loi en ce sens. Le ministre ontarien de la Santé, George Smitherman, a dit que son partenaire et lui envisageaient de précipiter leur date de mariage. «Je fais partie des Canadiens qui craignent de perdre des droits dont ils jouissent déjà», a expliqué le ministre libéral hier. — PC



Colette BAILLARGEON

**AU FIL DES JOURS
AVEC MATHIEU
ET SES AMIS ET AMIES**

5^e année
Savoirs essentiels en
mathématiques au primaire

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Jusqu'à 40% de réduction

Le solde Prêt-à-livrer de Patrimoine commence l'année en beauté

Venez profiter des prix avantageux offerts sur notre sélection de mobiliers **Prêt-à-livrer** et bénéficiez d'une livraison rapide dans les dix jours.

Solde Prêt-à-livrer

3932 Autoroute 140 Ouest
(angle Curé-Labelle)
Laval (Qc) H7T 2F7
450 687 6867

• ÉLECTIONS FÉDÉRALES •

Simulation électorale

Initiation à la démocratie

Les élèves de 3000 écoles au Canada prennent les adultes de vitesse

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les scrutateurs étaient à leur poste hier à l'école Lavoie, dans Côte-des-Neiges, distribuant des bulletins de vote à des citoyens de la circonscription d'Outremont. Non, ce n'était pas le vote par anticipation mais bien la simulation électorale des «Électeurs en herbe», qui se déroulait dans cette école très multiculturelle de Montréal.

En une heure, pas moins d'une centaine d'élèves de quatrième et cinquième secondaire ont défilé avec le plus grand sérieux dans la bibliothèque de l'école pour remplir leur bulletin de vote. L'exercice se déroule cette semaine dans 3000 écoles à travers le pays, dont environ 150 au Québec.

À l'école Lavoie, comme lors des vraies élections, les jeunes y allaient hier de raisonnements stratégiques élaborés. Pendant qu'il attendait en file, Aït Ouazzou, 16 ans, a expliqué qu'il allait voter libéral, même si le programme du NPD correspond davantage à ses valeurs. «Il ne faut pas que les conservateurs passent. S'ils passent, j'espère qu'ils seront minoritaires. Comme ça, on pourra les faire tomber, comme le Parti libéral.» L'élève de quatrième secondaire s'inquiète des visées conservatrices au sujet de la privatisation du système de santé, du respect du protocole de Kyoto ou de la participation militaire du Canada en Irak.

Il n'y a pas de doute que le jeune garçon votera dès qu'il en aura le droit. C'est aussi l'intention de sa camarade Andra Janari. «Le gouvernement contrôle plein de choses dans notre vie. On doit s'en préoccuper», a expliqué la jeune fille, qui penchait elle aussi en faveur des libéraux.

Électeurs en herbe

Les organisateurs des projets «Vote étudiant Canada» (dans le reste du pays) et «Électeurs en herbe» (au Québec) ont distribué des guides pédagogiques dans quelque 3000 écoles primaires et secondaires. On propose aux enseignants une panoplie d'activités: analyse des médias, de la publicité et des plates-formes électorales, simulation de débats entre les différents partis, rencontre avec des politiciens en campagne... Le projet, à géométrie variable selon le temps que les enseignants sont disposés à y consacrer, se conclut par une simulation électorale. Les jeunes votent alors dans de vraies urnes, fournies par Elections Canada, sur des bulletins de vote où sont inscrits les noms des candidats en lice dans la circonscription.

«C'est un peu notre manière d'agir pour contrer la faible taux de participation des jeunes aux élections», a expliqué Simon Allaire-Vigeant, président du Forum jeunesse de l'île de Montréal, qui subventionne le projet au Québec. On estime que seulement 38 % des jeunes de moins de 30 ans ont voté aux dernières élections fédérales, comparativement à 61 % de l'ensemble de la population.

Depuis le début de la campagne électorale, Karine Brunet, enseignante d'histoire à l'école Lavoie, discute politique avec ses élèves, entamant chacun de ses



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Tout comme leurs collègues de 3000 écoles au Canada, les élèves de l'école Lavoie, à Montréal, ont participé hier à une simulation électorale.

cours par une période de lecture des quotidiens. Elle est ravie de pouvoir enseigner le volet «éducation à la citoyenneté» du cursus scolaire en s'appuyant sur des exemples tirés de la campagne électorale. «On a présenté ce qu'était la droite, la gauche, le centre. On a placé les partis selon cette échelle-là. Les élèves ont aussi étudié les programmes», a expliqué la jeune enseignante de 27 ans.

Elle a dit constater que les élèves étaient un peu «mêlés» lorsque venait le temps de transposer

leurs propres principes sur l'échiquier politique. «Au chapitre des valeurs morales, ils étaient plus portés vers la droite, mais quand on parlait des questions fiscales, le balancier tournait complètement», a observé Mme Brunet, mentionnant que ses élèves sont en général plus conservateurs lorsqu'il est question d'avortement ou de mariages homosexuels. Le revenu familial moyen de 14 000 \$ dans cette circonscription joue vraisemblablement un rôle dans leurs positions plutôt à gauche en matière de questions économiques.

C'est la deuxième fois qu'une telle simulation électorale est organisée sur la scène fédérale. En 2004, environ 265 000 jeunes de 1168 écoles y avaient participé. Cette année, le programme a également été offert aux écoles primaires. Les résultats seront dévoilés lundi soir, après la fermeture des bureaux de scrutin, afin de ne pas influencer le résultat des vraies élections.

Le Devoir

Le mauvais temps a empêché Layton de se rendre à Québec

MARTIN OUELLET

Québec — Menant une campagne marginale, bien loin des feux de la rampe, les militants néo-démocrates de la région de Québec espéraient recevoir leur chef Jack Layton hier, mais ils ont dû se contenter en lieu et place d'une simple conférence téléphonique, en grande partie inaudible.

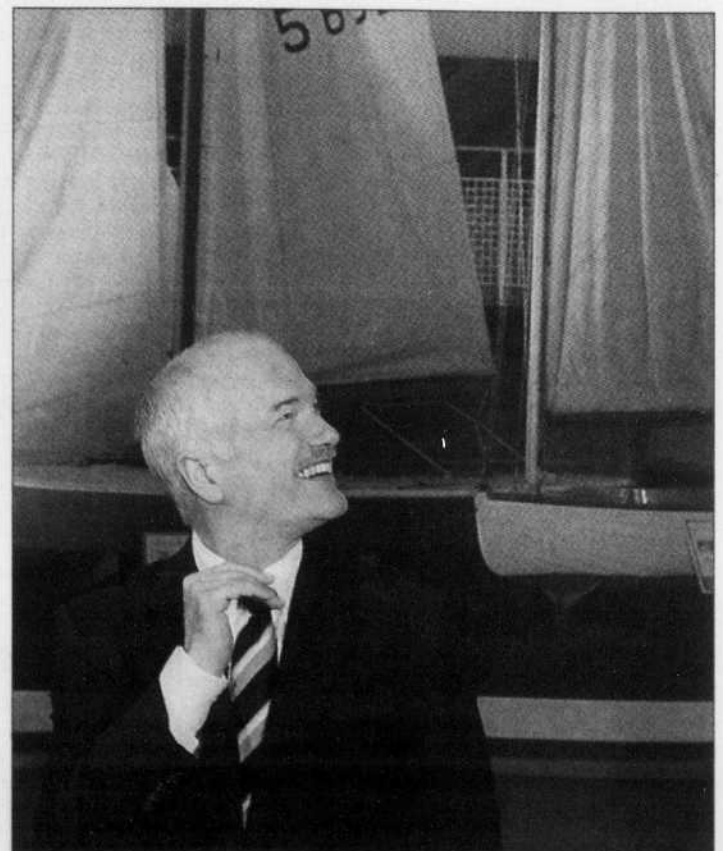
Retenu à Halifax en raison du mauvais temps, M. Layton a annulé sa première et seule visite prévue de la campagne électorale à Québec, forçant l'organisation locale à mettre en place un moyen de fortune.

Les candidats régionaux et une soixantaine de militants se sont ainsi déplacés dans une galerie d'art à la mode de la capitale pour entendre le discours de leur chef par téléphone, en mode main-libre, un micro accolé à l'acoustique de l'appareil.

«C'est sûr que c'est un peu décevant. Il y aurait eu trois fois plus de monde si M. Layton était venu. Mais on ne peut rien contre la météo», a dit la militante Ana Gray Richardson-Bachand.

Qui plus est, le son du téléphone était horrible, de sorte que de larges extraits du discours de M. Layton étaient tout à fait inaudibles.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les militants ont néanmoins réservé un accueil chaleureux à M. Layton, applaudissant ou scandant le prénom de leur chef à chaque occasion où il était possible de capter le sens du discours.



PAUL DARROW REUTERS

Le chef néo-démocrate Jack Layton a été retenu à Halifax hier.

«Nous avons forcé les libéraux à investir dans les transports en commun et le logement social. Nous avons obtenu un milliard de dollars pour le Québec. Voilà une vraie solution au déséquilibre fiscal», a en outre lancé M. Layton.

Avec des intentions de vote ne

dépassant guère 5 % dans les sondages, le chef néo-démocrate a bien peu à espérer de ses candidats dans la région de Québec.

Toutefois, il a mis en garde les électeurs à la recherche de changement contre la tentation de voter pour les conservateurs de Stephen Harper.

«Les conservateurs ont été malhonnêtes avec le Québec. Ils ne proposent pas un sou pour régler le déséquilibre fiscal. Ils veulent uniquement baisser les impôts. Pensez-y bien avant de voter pour eux», a-t-il mentionné en substance.

Quant aux députés du Bloc québécois, «ils n'ont rien fait depuis 12 ans à Ottawa», a déclaré le chef du NPD.

«Les bloquistes n'ont pas défendu les intérêts du Québec. Ils ont défendu la souveraineté alors que nous, nous défendons les emplois et les programmes sociaux», a-t-il été possible d'entendre.

Presse canadienne

CONCOURS

LE DEVOIR

CUBANA

Sol Meliá CUBA **Varaplaya**

TOURS

BIKINI & CULTURE

A VARADERO A LA HAVANE

Sol Palmeras **TRYP HABANA LIBRE**

Cuba

www.solmeliacuba.com

CE VOYAGE POUR DEUX COMPREND :

Billets d'avion aller-retour sur Cubana à destination de La Havane, quatre jours formule tout-inclus à l'hôtel Sol Palmeras Beach Resort à Varadero, trois jours à l'hôtel Tryp Habana Libre à La Havane, petits-déjeuners inclus. Transferts et taxes non compris.

LE DEVOIR

Retournez à : Concours BIKINI & CULTURE, 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 2 février 2006 à 15h.

Prévoyez-vous parvenir les coupons de participation avant le 1^{er} février 2006 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.

Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir.

Nom : _____

Adresse : _____ App. : _____ Ville : _____

Code postal : _____ Courriel : _____

Téléphone : (rés.) _____ (bur.) _____ Abonné(e) : Oui ☐ Non ☐

Question mathématique : 8+23x3-30 = _____



GUERIN, éditeur libre
(514) 842-3481

Charles Henry BRASE
Corrinne PELLILO-BRASE

POUR COMPRENDRE LA STATISTIQUE

Conçu pour les élèves qui possèdent un bagage minimum en mathématiques.

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ACTUALITÉS



Option Consommateurs voulait poursuivre neuf fabricants de médicaments génériques

Le tribunal rejette un recours de 5,7 milliards

ROLLANDE PARENT

Le rejet par la Cour supérieure de la demande d'autorisation d'Option Consommateurs d'exercer un recours collectif d'une valeur de 5,7 milliards de dollars contre neuf fabricants de médicaments génériques au nom de sept millions de Québécois a semé la consternation hier.

Surtout que la juge Claudine Roy conclut que la demande qui lui a été présentée «manque de sérieux» et «s'apparente plutôt à une partie de pêche qu'à un énoncé de faits justifiant d'intenter une poursuite».

Quoi qu'il en soit, les avocats de

l'organisme de défense des consommateurs étudient le jugement, rendu public mardi, pour voir s'ils interjetteront appel, une décision qu'ils devraient prendre «dans les prochains jours», a indiqué M^e Gordon Kugler.

Chez Option Consommateurs, M^e Stéphanie Poulin n'a pas caché sa surprise.

«Nous sommes tous tombés en bas de notre chaise. C'est la première fois qu'une requête en autorisation nous est refusée, sur une vingtaine. Les avocats analysent la décision et de notre côté nous regardons les choses», a-t-elle déclaré.

«C'est quand même un dossier important. C'est le premier juge-

ment rendu en vertu des nouvelles dispositions du Code de procédure civile qui, en 2003, ont modifié les règles en matière de recours collectifs», a dit M^e Poulin.

Au départ, les compagnies pharmaceutiques avaient attaqué la constitutionnalité de ces dispositions nouvelles, mais les tribunaux leur avaient donné tort et la Cour suprême avait refusé de les entendre. La juge Claudine Roy pouvait donc trancher, ce qu'elle vient de faire.

Dans une décision de plus de 30 pages, la juge Roy conclut qu'elle est incapable d'évaluer le sérieux de la demande d'autorisation en raison des informations in-

suffisantes ou non étayées qui lui ont été présentées.

«Option Consommateurs allègue que les fabricants de médicaments génériques ont payé des rabais illégaux à des pharmaciens, de 1995 à aujourd'hui, sous forme d'argent comptant, de médicaments gratuits, de voyages, de maisons, d'automobiles, de certificats cadeaux, entre autres, et que la valeur de ces rabais équivaut à 40 % des prix de vente garantis».

«Il est impossible pour le tribunal de vérifier les faits précis sur lesquels se fonde cette hypothèse puisque la requête ne contient aucun détail sur ces rabais, aucun exemple de rabais octroyé à un

pharmacien n'est donné. Il s'agit d'une affirmation vague et générale», peut-on lire dans le jugement. C'est alors que la juge parle d'une partie de pêche.

«Les informations minimalistes fournies au soutien des allégations suscitent plus de questions dans l'esprit du tribunal qu'elles ne fournissent d'assises au soutien du recours», estime la magistrate.

En outre, sur la question du pourcentage de 40 %, la juge signale qu'elle ignore toujours d'où vient ce pourcentage.

«Option Consommateurs, au stade de l'autorisation, n'a pas à prouver son affirmation, mais doit fournir suffisamment d'informations

pour que le tribunal puisse vérifier le sérieux de la requête. Elle ne peut se limiter à une allégation vague et imprécise», fait-elle valoir.

A un autre endroit, la juge Roy mentionne qu'«aucun fait allégué par Option Consommateurs ne permet de déduire que les prix des médicaments au Québec sont supérieurs à ceux des autres provinces canadiennes, ni que les fabricants auraient sciemment faussement représenté quoi que ce soit aux consommateurs à cet égard».

Pour toutes ces raisons, elle refuse le feu vert à Option Consommateurs.

Presse canadienne

Loi 142

Les procureurs de l'État poursuivent leur employeur

BRIAN MYLES

Le gouvernement Charest est entraîné devant une instance de l'ONU par ses procureurs et juristes outrés d'être privés de leur droit de négociation par la loi 142.

Les 390 procureurs de la Couronne et les 850 juristes de l'État ont uni leurs efforts pour porter plainte contre le gouvernement auprès du Bureau international du travail (BIT), un organe de l'ONU faisant la promotion de la justice sociale et des droits humains dans le monde des affaires.

La loi spéciale adoptée avant les Fêtes a gelé les conditions de travail des procureurs et des juristes jusqu'en 2010, avant même que ceux-ci aient pu amorcer leurs négociations respectives avec le gouvernement. La convention collective des juristes d'État est venue à échéance le 31 décembre dernier; celle des procureurs de la Couronne devait expirer le 31 mars 2007. La loi 142 leur a imposé des augmentations de 8 % pour les quatre prochaines années, à l'instar des autres employés de la fonction publique.

«Il y a quelque chose d'abusif à notre égard. On n'était même pas en négociation et, malgré ça, on nous inclut dans la loi. C'est un précédent», affirme Marc Lajoie, président de l'Association québécoise des juristes de l'État. Tout comme les procureurs, les juristes ont été pris de court par la loi spéciale. «Notre raison d'être, c'est de négocier des conventions collectives. Le gouvernement remet un peu en question cette raison d'être avec la loi spéciale. On nous a donné un beau droit d'association, mais on ne peut pas faire grand-chose avec», dit M. Lajoie.

Selon Denis Pilon, président de l'Association des substituts du procureur général du Québec, la loi 142 témoigne du peu de respect de l'État à l'égard de ses officiers de justice. «On n'a aucune considération véritable auprès du Conseil du trésor et du gouvernement», déplore-t-il.

Appui national

L'Association canadienne des juristes de l'État, qui représente plus de 6000 procureurs et avocats à l'emploi des gouvernements dans tout le pays, a apporté son appui à ce litige soumis devant le BIT. Claude Girard, président de ce regroupement national, accuse le gouvernement Charest d'avoir commis «une violation flagrante» des conventions internationales liant le Québec et le Canada.

Le BIT dispose d'un pouvoir limité, voire symbolique. Il peut prononcer des blâmes ou formuler des recommandations, mais ses décisions ne sont pas exécutoires. Les juristes et les procureurs envisagent cependant d'intenter d'autres recours contre le gouvernement. Ils étudient notamment la possibilité de porter plainte devant la Commission des normes du travail, comme l'a fait le Syndicat de la fonction publique du Québec.

Le Devoir



Les rues et les trottoirs de Montréal étaient glacés hier en dépit de l'épandage d'abrasifs. Au moindre faux pas, les piétons se retrouvaient sur le dos.

Le réveil a été brutal

JEANNE CORRIVEAU
ALEXANDRE SHIELDS

La pluie verglaçante qui s'est abattue sur plusieurs régions du Québec hier a donné du fil à retordre à bien des automobilistes. À Montréal, pendant que les piétons cheminaient laborieusement sur les trottoirs du centre-ville transformés en patinoires, les automobilistes ont dû manœuvrer prudemment sur la chaussée glacée, hésitant à s'aventurer dans les rues pentues.

Bien que des équipes de cols bleus aient été déployées dès mardi soir pour répandre du sel et des abrasifs sur les chaussées et les trottoirs, cela n'a pas empêché Montréal de se couvrir d'un manteau de glace au cours de la nuit. Les trottoirs des rues résidentielles présentaient hier matin une surface glacée sur laquelle il était hasardeux de s'aventurer. Postes Canada a d'ailleurs renoncé à permettre à ses facteurs de distribuer le courrier, limitant les livraisons aux commerces. Au centre-ville, les piétons se retenaient à tout mobilier urbain à portée de main, qu'il s'agisse de poteaux, de parcmètres ou de poubelles, et plusieurs tronçons de rues ont dû être fermés temporairement en raison de la chaussée devenue trop glissante.

Les averses ont fait en sorte que les abrasifs étaient évacués par l'eau de pluie à certains endroits, ce qui a forcé les employés à répéter les opérations de déglacage dans les mêmes secteurs.

Urgences-Santé a enregistré un nombre accru d'appels, surtout en matinée, sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal et de Laval. À 16h30, le bilan s'élevait à 675 appels, comparativement à 440 le jour précédent. Bon nombre de piétons ont subi des blessures à la suite de chutes sur les trottoirs et on a dénombré plusieurs fractures et traumatismes à la tête. «Il y a eu beaucoup de cas assez sérieux, mais il n'y en a pas eu où la vie des gens était en danger», a précisé André Champagne, porte-parole d'Urgences-Santé. Dans les trois établissements du CHUM, plus d'une quarantaine de personnes se sont présentées aux urgences pour être soignées à la suite de chutes.

Écoles ouvertes

Une évaluation matinale des conditions météorologiques a convaincu la Commission scolaire de Montréal (CSDM) d'ouvrir ses quelque 160 établissements primaires et secondaires — hormis deux établissements pour élèves handicapés —, jugeant que, «com-

me service public», la CSDM «se devait d'offrir le service à la majorité», a expliqué hier le porte-parole de la commission scolaire, Sylvain Arsenault. Dans un des regroupements d'écoles de la CSDM, on a toutefois constaté que 40 % des enfants manquaient à l'appel, leurs parents n'ayant pas osé les lancer sur les patinoires-trottoirs menant à l'école. Plusieurs citoyens mécontents ont d'ailleurs exprimé leur désaccord en téléphonant à la commission scolaire.

Si les écoliers de Laval et ceux de la Rive-Sud ont eu congé hier, tous les enfants de l'île de Montréal ont pris sac d'école et boîte à lunch d'une main et parapluie de l'autre, la totalité des commissions scolaires de l'île ayant opté pour l'ouverture.

Ailleurs au Québec

La plupart des régions du Québec ont essuyé leur part de précipitations sous forme de pluie, de pluie verglaçante ou de neige. Tout comme à Montréal, les Laurentides, le secteur de Lanaudière et la Mauricie ont reçu jusqu'à 30 mm de pluie. Plusieurs arbres ont cédé sous le poids du verglas, causant de nombreuses pannes de courant. Au plus fort de la tempête, plus de 40 000 clients d'Hydro-Québec ont été privés d'électricité à l'échelle provinciale, mais le retour à la nor-

male devait se faire rapidement.

De 5 à 15 mm de pluie verglaçante sont aussi tombés en Outaouais, sur la Gaspésie, dans la région de Charlevoix et au Saguenay, et la plupart des autoroutes étaient glacées ou enneigées. Sur la Côte-Nord, la route 138 a même été fermée à la circulation par endroits pour une partie de la journée. Plusieurs sorties de route ont été rapportées, mais elles n'ont pas occasionné de blessés graves. Des rafales de vent pouvant atteindre 90 km/h ont en outre balayé une bonne partie de la péninsule gaspésienne, où la visibilité routière était «nulle» à plusieurs endroits.

Alors que les normales de saison se situent autour de -10 °C, les températures clémentes de la journée, autour de -1 °C, sont passées sous le point de congélation en fin de journée, changeant la pluie en neige. L'est du Québec devrait en recevoir quelques centimètres aujourd'hui, à l'instar de la Côte-Nord. Le retour vers des températures typiques du mois de janvier devrait se faire d'ici la fin de la semaine avec un thermomètre oscillant entre -10 et -15 °C.

Avec la collaboration de Marie-Andrée Chouinard
Le Devoir

Alcools du terroir

Les marchés publics protestent

FABIEN DEGLISE

La Corporation de gestion des marchés publics de Montréal (CGMPM) a dénoncé hier la guerre amorcée par la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) contre les producteurs d'alcools du terroir du Québec. Cette guerre, qui vient de leur coûter la fermeture d'une importante vitrine pour leurs produits au marché Jean-Talon, à Montréal, pourrait bien contraindre à la faillite plusieurs de ces artisans qui contribuent au dynamisme des marchés publics, déplore la CGMPM.

«L'interdiction [de vendre des alcools régionaux dans un commerce du marché] met en péril le gagne-pain de plusieurs petits producteurs artisans», a commenté l'organisme par voie de communiqué hier. La CGMPM voit également dans le geste de la RACJ une menace à l'emploi et «au développement régional formidable qui s'était mis en place depuis quelques années dans plusieurs régions du Québec à la suite de l'engouement des Québécois pour découvrir de véritables produits issus d'un terroir particulier».

La CGMPM a rappelé que plusieurs de ces producteurs n'ont pas les moyens de s'offrir un local ou un étal au marché Jean-Talon. Le concept de sous-location mis en place par le Marché des saveurs du Québec, le commerce actuellement visé par la RACJ, offrait donc une «vitrine exceptionnelle». 42 fabricants de cidre, de vin et de liqueurs de fruits en profitaient à ce jour pour faire rayonner quelque 275 produits... illégalement toutefois, selon la RACJ, qui rappelle que la vente d'alcool artisanal est interdite dans les épiceries du Québec.

Même si la RACJ a toléré ces ventes depuis 1998, l'organisme semble avoir changé son fusil d'épaule depuis vendredi dernier après avoir reçu une plainte officielle. Selon un document porté à la connaissance du Devoir, cette plainte émane de plusieurs épiceries du Québec, qui tentent depuis des années d'obtenir, sans succès, le droit de vendre des alcools artisanaux dans leurs commerces. Envoyée le 20 octobre dernier à la RACJ par un bureau d'avocats de Québec, cette plainte est également téléguidée par l'Association des producteurs de boissons alcoolisées du Québec, un regroupement de fabricants d'alcools artisanaux qui, paradoxalement, rêvent de conquérir le marché des épiceries pour mettre leurs produits en vente.

Le Devoir

SOLDES
AUTOMNE-
HIVER
2005-2006

30% à 60%

Enfants Deslongchamps
Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER
OUEST, OUTREMONT
Tél.: 274-2442

Nouveau report

Cap Canaveral — Nouveau contre-temps à Cap Canaveral. Pour la deuxième journée consécutive, la NASA a dû renoncer mercredi à lancer sa sonde New Horizons pour une mission vers Pluton, seule planète encore inexplorée du système solaire. L'agence spatiale ne sait pas encore si une nouvelle tentative pourra avoir lieu dès aujourd'hui ou s'il faudra attendre plus tard. Mardi, le décollage avait été annulé pour cause de vents trop forts sur le pas de tir en Floride. Cette fois,

ce sont les mauvaises conditions météo dans le Maryland, à des centaines de kilomètres au nord de la base de Cap Canaveral, qui sont à l'origine du report. En effet, un orage dans la ville de Laurel (Maryland) a privé d'électricité le Laboratoire de physique appliquée de l'Université Johns Hopkins, qui dirige les opérations de la sonde New Horizons. La décision de tenter un nouveau lancement dès aujourd'hui dépendait du délai nécessaire au rétablissement du courant dans ce laboratoire, grâce à un générateur de secours. — PC

EN BREF

La tradition CHRÉTIENNE

Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Jean-Marie DEBUNNE

LA TRADITION CHRÉTIENNE

Dieu parmi nous

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE
AU SECONDAIRE

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

64 pages - 17,30 \$

Les éditions LA PENSÉE
(514) 848-9042

É D I T O R I A L

Le Québec
a besoin du Bloc

Le Canada se prépare à changer de gouvernement après 12 ans de régime libéral. S'il faut en croire les maisons de sondage, unanimes à cet égard, la victoire du Parti conservateur lundi soir est inévitable. Le parti de Stephen Harper étant ce qu'il est, il est souhaitable de tempérer ce changement en élisant aussi une opposition forte aux Communes pour servir de contrepoids. Au Québec, seul le Bloc québécois peut jouer ce rôle.

Au moment du déclenchement de ces élections, la volonté de changement des Canadiens n'était pas aussi clairement perceptible qu'elle l'est devenue depuis le début de janvier. Les fermentations existaient toutefois pour que les Canadiens dans leur ensemble, y compris les Québécois, conviennent que l'heure de l'alternance a sonné. Cette volonté de changement n'est pas qu'une question d'humeur. L'état des affaires publiques nous l'impose en raison de ce que les libéraux sont devenus après tout ce temps passé au pouvoir. Les marques de l'usure sont aujourd'hui bien visibles. Elles l'étaient déjà au scrutin du 28 juin 2004, mais les électeurs avaient alors cru en la capacité de Paul Martin de renouveler le Parti libéral. Le sursis accordé aura été vain.

Les qualités de leadership que prétendait avoir Paul Martin ne se sont pas avérées. L'homme est inconstant et incertain. Cela s'est manifesté dans de nombreux dossiers, par exemple celui du bouclier spatial américain, pour n'en citer qu'un. Par ailleurs, il n'est pas parvenu à mettre en place les réformes promises, tout particulièrement cet engagement, au cœur de sa campagne au leadership, de combler ce qu'il avait qualifié de déficit démocratique. Certes, il a imposé à ses députés et à ses ministres réticents la tenue d'une enquête sur le scandale des commandites mais, du coup, il a révélé l'existence de tensions entre lui et son parti, avec lequel il n'a jamais été totalement en phase.



Bernard
Descôteaux

À travers Paul Martin, c'est aussi le Parti libéral que l'on juge. Le programme qu'il nous présente se résume en un mot: «continuité», ou, dit dans l'autre langue officielle, *more of the same*. On se contente de voguer sur le succès que fut le redressement des finances publiques, réalisé au cours de son premier mandat. Ce succès, qui a certainement contribué à la prospérité économique des dernières années, aura conforté les libéraux dans leur conviction qu'eux savent et font mieux que les autres. L'arrogance qui les a toujours caractérisés n'a dès lors plus eu de limites. En a résulté du gaspillage, comme avec le registre des armes à feu, le contournement constant des règles et règlements, que le scandale des commandites a éloquentement illustré, et des relations tendues avec les provinces. Aujourd'hui, ce parti a besoin de se ressourcer, ce que seul un séjour dans l'opposition pourra lui permettre.

Pour ce qui est du Parti conservateur, il a réussi ces derniers mois à devenir la solution de rechange crédible au Parti libéral, ce qu'il n'était pas encore au moment du scrutin de juin 2004. L'union des forces de la droite canadienne que Stephen Harper venait de réaliser était trop fraîche pour inspirer confiance aux Canadiens. De son échec à ces élections, il a tiré la conclusion qu'il devait tirer son parti davantage vers le centre, ce qu'il a réussi lors du congrès de mars dernier à Montréal. Le programme électoral élaboré au cours des derniers mois comprend désormais suffisamment d'ingrédients pour répondre aux attentes des uns et des autres, celles des électeurs de l'Ouest comme du Québec, celles des personnes à faible revenu comme des gens de la classe moyenne, celles des partisans de la loi et de l'ordre comme des partisans du libre choix en matière d'avortement. D'où son succès actuel.

Aussi appétissante que soit la salade que nous propose le chef conservateur, il faut être bien conscient de l'enjeu qui se trouve au fond du saladier. Avec un gouvernement Harper, nous entrerons dans une période de changement. Nous ne sommes pas de ceux qui refusent le changement, au contraire, car beaucoup de choses sont à revoir dans la façon dont le Canada est dirigé. L'autoritarisme du gouvernement fédéral doit prendre fin et un meilleur contrôle des dépenses s'impose. Par contre, il faut être conscient que le gouvernement qui formera le chef conservateur sera malgré tout davantage à droite qu'au centre. La lecture de l'entièreté du programme du parti et l'examen de ces hommes et de ces femmes qui siégeront au cabinet conduisent à conclure que sur bien des questions, les décisions de ce gouvernement seront colorées d'un point de vue idéologique. Ne serait-ce que pour éviter d'avoir des regrets au lendemain de ce scrutin, comme certains en ont eu au Québec une fois que le gouvernement de Jean Charest s'est mis à l'œuvre, il faut bien peser le choix que l'on fera lundi. La simple prudence suggère de ne pas donner à cet éventuel gouvernement un mandat majoritaire.

Conscient des réserves que pourront avoir de nombreux électeurs au dernier moment, Stephen Harper a voulu rassurer les Canadiens plus tôt cette semaine en rappelant qu'il existe des contrepoids comme le Sénat et les tribunaux pour nous préserver de dérives vers la droite. Ne nous y méprenons pas: il n'y a qu'un seul contrepoids qui compte, et ce ne sont pas les sénateurs libéraux mais une opposition vigoureuse à la Chambre des communes.

♦ ♦ ♦
Au Québec, la seule formation qui puisse jouer ce rôle de contrepoids demeure le Bloc québécois. Depuis 15 ans qu'il l'exerce, il n'a pas fait que «bloquer». Il a aussi fait avancer de nombreux dossiers pour le bien de tous. Le président de l'UPA, Laurent Pellerin, a bien résumé la chose en disant que ce parti a été et sera utile au cours des prochaines années. Au-delà de ce rôle de contrepoids, la présence du Bloc au Parlement fédéral revêt une signification particulière. Envoyer à Ottawa un fort contingent de députés bloquistes est la seule façon qu'ont les Québécois de marquer leur volonté de reconnaissance de la spécificité du Québec. Ils l'ont fait à quatre reprises par le passé parce que ni Jean Chrétien ni Paul Martin ne voulaient donner suite à ce souhait. Il faut le faire une autre fois car, en dépit des signes d'ouverture qu'il peut manifester, Stephen Harper n'a pas l'intention d'accorder une reconnaissance constitutionnelle au caractère distinct du Québec. Tout au plus se dit-il prêt à faire un bout de chemin de nature administrative dans le cadre actuel de la Constitution. Cela est certes mieux que le refus libéral, mais c'est aussi très loin de ce que le Québec attend. Cela, il faut le redire avec force lundi en confiant au Bloc le soin de veiller à la préservation des intérêts des Québécois à Ottawa.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

DÉNIS «ROCKET» CODERRE...



GAROTTE
2006-01-19

L E T T R E S

Harper comme Bush

Il semble que de plus en plus de Canadiens soient prêts à voter pour Stephen Harper. Pourtant, il y a deux ans, on le craignait. À la suite de la campagne électorale de 2004, il a su adoucir ses propos et son image. Mais derrière cette image redorée, ses idées ont-elles vraiment changé? Rien n'est moins sûr. Avant de voter pour Harper, il faut se rappeler qu'il est un des fondateurs du Reform Party, un des partis politiques les plus à droite que le Canada ait connus. S'il avait été au pouvoir, le Canada aurait accompagné l'armée de Bush pour tuer des dizaines de milliers d'Irakiens. Les États-Unis menacent aujourd'hui d'attaquer l'Iran. Tout porte à croire qu'il souhaiterait une fois de plus soutenir Bush. Voulons-nous vraiment avoir du sang sur les mains?

Harper est un admirateur des politiques de Bush. Il est absolument contre le protocole de Kyoto, contre le mariage entre conjoints de même sexe et pour le bouclier antimissile; il veut créer une agence d'espionnage, investir encore plus dans l'armée et acheter d'autres sous-marins pour patrouiller dans l'Arctique. Est-ce vraiment cela dont on a besoin? Souhaitons-nous vraiment copier les politiques de Bush? C'est ce que nous réserve Harper.

Stéphan Giroux
Montréal, le 17 janvier 2006

Arrogance libérale

Je suis bien d'accord avec le chef du NDP, Jack Layton, lorsqu'il affirme que les Canadiens doivent envoyer les libéraux de Paul Martin à l'atelier de réparation.

Le Parti libéral du Canada croit que le gouvernement leur est dû au lendemain de chaque scrutin fédéral. Paul Martin a même l'arrogance de clamer qu'un vote pour le Bloc québécois est un vote perdu. Pourquoi? Parce que les bloquistes ne formeront jamais

le gouvernement à Ottawa. Paul Martin devrait savoir que le rôle d'un député n'est pas de former le gouvernement mais de représenter ses commettants et de défendre leurs intérêts. Le commentaire de Paul Martin est insultant pour la majorité des députés élus en juin 2004, qui ne formaient pas, justement, le gouvernement.

Au cours de la campagne électorale, j'ai remarqué que Paul Martin ne s'exprime en français que pour dénigrer le Bloc québécois. Il ne s'adresse jamais aux francophones de l'Acadie, de l'Ontario et de l'Ouest. Il tient pour acquis les comtés d'Ottawa-Vanier, d'Ottawa-Orléans, de Glengarry-Prescott-Russell, de Sudbury et de Nickel Belt (Ontario), de Beauséjour, de Madawaska-Restigouche (Nouveau-Brunswick) et de Saint-Boniface (Manitoba). Il aura peut-être des surprises le 23 janvier...

Les libéraux sont mûrs pour l'atelier de réparation. Ils ont besoin d'une bonne retraite fermée pour faire un examen de conscience et méditer sur le vrai sens de la démocratie. Ils devraient inviter Jack Layton à leur faire le «sermon sur la montagne».

Paul-François Sylvestre
Toronto, le 17 janvier 2006

Mario Dumont
et l'alternance politique

La présente campagne électorale n'en est pas à une surprise près, comme le montre la dernière sortie de Mario Dumont en faveur du Parti conservateur. Cette prise de position en a étonné plus d'un, à commencer par le fondateur même de l'Action démocratique du Québec, Jean Allaire, qui n'a pas apprécié l'alignement du parti sur les vues conservatrices de Stephen Harper.

Si plusieurs observateurs ont cherché les motivations cachées derrière cette manœuvre politique, certains arguments avancés contre le «boulet politique» bloquiste

n'ont pas fait l'objet d'une véritable critique.

C'est notamment le cas de la thèse selon laquelle le parti souverainiste nuirait au processus d'alternance politique, vital à la démocratie. Non seulement l'impuissance politique du Bloc québécois isolerait et marginaliserait le Québec sur la scène fédérale, mais sa présence garantirait même, selon Mario Dumont, le pouvoir au Parti libéral. Cette thèse d'une «alliance objective», contraire aux «intérêts supérieurs» du Québec, ne tient tout simplement pas la route.

Pour montrer les apories de cette assertion, on n'a qu'à citer l'exemple des dernières élections fédérales de 2004. Sans la présence du Bloc québécois, le parti de Stephen Harper aurait-il pu accéder au pouvoir? Aurait-il pu remporter au moins une trentaine de circonscriptions au Québec, lui permettant de former un gouvernement minoritaire?

La réponse est clairement non. Ses politiques résolument à droite n'avaient aucun écho, en 2004, dans la population québécoise, si bien que les sièges auraient été redistribués essentiellement entre le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique. L'absence du Bloc québécois aurait donc non seulement favorisé les troupes de Paul Martin mais lui aurait possiblement assuré un gouvernement majoritaire.

Si l'alternance a été impossible pendant une dizaine d'années, il ne faut pas en rejeter la faute sur les ambitions strictement régionalistes du Bloc québécois mais sur l'incapacité du Parti conservateur à incarner une solution alternative crédible au Parti libéral à l'échelle du pays.

Le scrutin du 23 janvier montrera probablement que cette donne est en train de changer et que la modération de leur positionnement politique leur permet d'obtenir plus de voix au Canada, et ce, malgré le poids politique des souverainistes au Québec.

Philippe Münch
Québec, le 17 janvier 2006

LIBRE OPINION

Fermer le zoo de Québec: impensable

RICHARD M. BÉGIN
Président de la Fédération
des sociétés d'histoire du Québec

Bien que nous soyons au courant du débat en cours à propos du zoo de Québec depuis un certain temps, nous nous sommes jusqu'ici abstenus d'intervenir dans ce dossier, espérant que la logique et une vision à long terme finiraient par l'emporter.

Malheureusement, l'indifférence et l'intransigence de certains intervenants dans ce dossier commencent à nous inquiéter au plus haut point. Si nos divers ordres de gouvernement ne se préoccupent pas davantage de la survie d'un élément aussi important du patrimoine collectif québécois, qu'en sera-t-il d'autres dossiers patrimoniaux?

Comme on peut le lire sur le site même du Jardin zoologique du Québec (http://www.parcaquarium.ca/z/fr_sm_historiques.html), les origines de cette institution remontent à 1930, et la fondation même du zoo, à 1931. Et il faut se rappeler qu'à cette époque, on subissait les conséquences dramatiques de la crise économique de 1929! Difficile de croire, dans ces conditions, que nos gouvernements, dont les revenus se sont considérablement accrus depuis, ne puissent pas trouver une solution viable pour cette institution plus que septuagenaire alors que nous connaissons une période de prospérité économique!

Comme nous l'explique Gabriel Filteau dans son récent article sur le Jardin zoologique (*Le Soleil*, 20 décembre 2005), la Société zoologique de Québec s'est incorporée en

1932 et a géré le jardin, à la grande satisfaction de plusieurs générations de Québécois, pendant plus de 60 ans.

Une affaire de patrimoine

Nous ne nous attarderons pas sur les dérapages gouvernementaux évidents qui se sont produits depuis lors pour qu'on en arrive même à envisager la possibilité de fermer une institution qui a tant marqué la société québécoise et eu un rôle éducatif incontestable. Nous ne traiterons pas non plus des aspects financiers ou affectifs liés à cette question. D'autres s'en sont chargés dans les médias québécois et ailleurs, et ils l'ont du reste très bien fait.

Toutefois, à titre d'organisme profondément mobilisé dans la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine québécois, nous voulons inciter tous les ordres de gouvernement (municipal, provincial et fédéral) à travailler conjointement à écarter définitivement, dans un premier temps, la perspective de fermeture du Jardin zoologique du Québec, puis à élaborer ensemble une opération de stabilisation et de relance de cette institution.

Il nous apparaît en effet inimaginable que la capitale du Québec, qui est internationalement reconnue pour son caractère historique et qui accueillera de nombreux congrès nationaux et internationaux lors de son 400^e anniversaire de fondation, en 2008, s'apprete à fermer une de ses plus vieilles institutions.

Il nous apparaît également invraisemblable qu'un organisme qui rejoint les mandats d'autant de ministères ou d'organismes gouverne-

mentaux (au provincial comme au fédéral), allant de l'éducation au tourisme en passant par l'environnement, la culture et le patrimoine, sans parler de la Commission de la capitale nationale du Québec, ne puisse pas trouver l'appui financier et logistique nécessaire à sa survie.

Il est bien regrettable que le gouvernement du Québec n'ait pas encore adopté une politique du patrimoine, comme nous le recommandons depuis des années, car on aurait peut-être pu éviter ce genre de situation déplorable. Nous profitons donc de l'occasion pour réitérer auprès du gouvernement québécois la nécessité de se doter rapidement d'une politique du patrimoine et d'inviter le gouvernement du Canada à en faire tout autant.

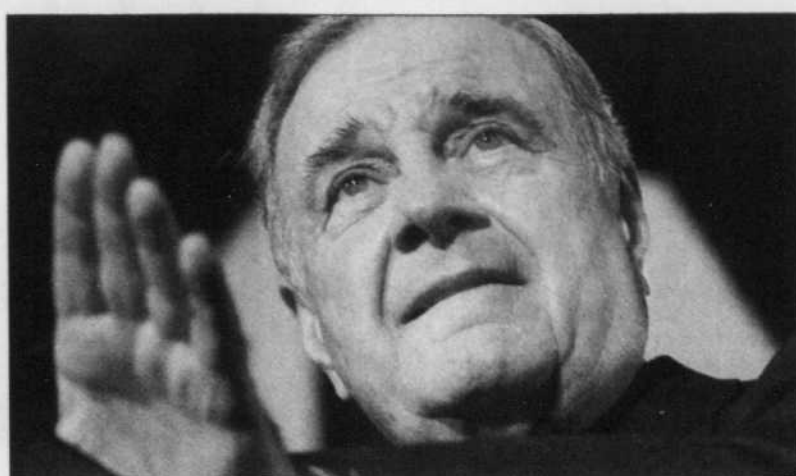
Plus encore, compte tenu du fait que le développement durable est devenu une considération de plus en plus importante pour nos gouvernements (mentionnons, à titre d'exemple, le projet de loi 118 présentement à l'étude par le gouvernement québécois), est-il nécessaire de rappeler que «le patrimoine culturel, constitué de biens, de lieux, de paysages, de traditions et de savoirs, reflète l'identité d'une société» et qu'il «importe d'assurer son identification, sa protection et sa mise en valeur en tenant compte des composantes de rareté et de fragilité qui le caractérisent»?

En attendant, nous comptons sur les élus municipaux, régionaux, provinciaux et fédéraux pour mettre un terme à ce projet de fermeture du Jardin zoologique du Québec et pour trouver rapidement une solution viable pour cette institution patrimoniale dont tout Québécois a lieu d'être fier.

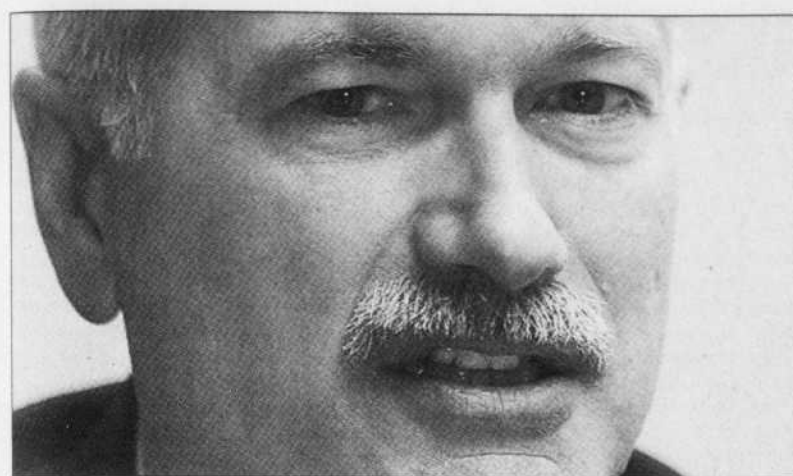
IDÉES



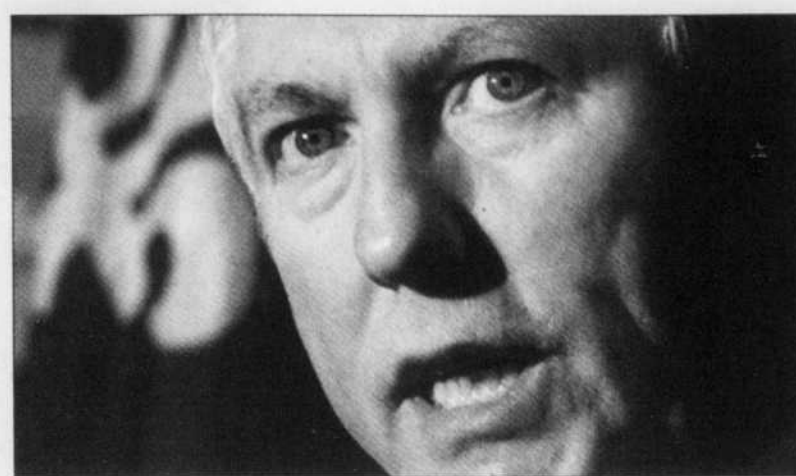
Stephen Harper



Paul Martin



Jack Layton



Gilles Duceppe

Fédéralisme d'ouverture et autres refrains électoraux

Sur l'air de Prendre un verre de bière mon minou!

GÉRALD LAROSE

Président du Conseil de la souveraineté du Québec

La période des Fêtes est finie. La campagne électorale s'achève. Les deux se sont cheauchées, l'une influençant l'autre. À tel point que les trois leaders fédéralistes, chacun à son tour et sur le ton qui lui est propre, ne résistent pas à nous la pousser encore, tout sourire: «J'te fais des belles façons, j'te chante des belles chansons. Donne-moi z'en donc [des votes]!»

Si on l'entendait pour la première fois, il serait peut-être permis d'être ravi, comme l'a été Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales du Québec. Mais quand c'est la centième fois, et toujours dans les mêmes circonstances, celles des périodes électorales ou référendaires qu'on l'entend, et qu'à chaque fois, invariablement, on se retrouve le bec à l'eau, il convient davantage d'opposer une fin de non-recevoir à ce concert de sirènes.

D'abord et avant tout parce qu'aucun de ces chefs n'est libre, enchaînés qu'ils sont tous à la Constitution illégitime de 1982. Et qu'aucune proposition visant à la modifier de façon structurante n'a été possible à ce jour.

Mais aussi parce que chacun de ces leaders et leurs organisations portent un passé lourd, très lourd dans le cas de Stephen Harper, s'agissant de la conception et des pratiques à adopter à l'endroit du Québec. Tous trois chantent la pomme au Québec. Et les premiers à en être conscients sont ces trois mêmes. Mais aussi, sourire en coin, le Québec, de plus en plus.

L'exclusion du Québec

Depuis 1982, un nouveau Canada se construit, celui de Pierre Elliott Trudeau. Rompant avec le pacte des peuples fondateurs, les assises du nouveau Canada reposent maintenant sur l'exclusion du Québec: non-reconnaissance du Québec comme nation, érosion des pouvoirs de son Assemblée nationale, abrogation de son droit de veto, etc.

Son déploiement se fait par le truchement d'une prépondérance fédérale systématique en matière fiscale, juridictionnelle (invasion des champs de compétence des États membres) et politique (subordination de tous les autres ordres de gouvernement au gouvernement fédéral, notamment par les décisions de la Cour suprême et l'imposition de normes nationales).

Résultats? Un unilatéralisme fédéral puissant qui multiplie les rapports clientélistes et des aménagements administratifs bancals et inéquitable avec les États ainsi qu'une poussée continue du mouvement indépendantiste au Québec.

Ca, c'est le fond. D'aucuns voudront l'occulter en s'attaquant à des symptômes visibles et sensibles comme l'alternance et l'éthique. Ces derniers pèsent d'un très grand poids mais ne règlent pas les contradictions fondamentales de ce pays qui a nom Canada.

Harper au lieu de Martin? Pour un autre gouvernement, mais pas pour un autre Canada. Peut-être pour plus d'éthique pendant un certain temps, mais certainement pas pour moins de nation building.

Harper réussirait là où Mulroney a échoué? Difficile à imaginer quand on connaît son passé et qu'on scrute son présent: aucun engagement précis et chiffré. Pas même en matière de déficit fiscal. Encore moins en matière constitutionnelle. Que des belles façons et des belles chansons! Comme toujours et comme les deux autres! Et tous trois que pour attirer des votes!

Trajectoires opposées

Et pourquoi n'est-il pas plus explicitement et davantage débattu des trajectoires distinctes et opposées du Canada et du Québec dans le cadre de la présente campagne électorale? Peut-être y a-t-il un mélange de respect pour la société canadienne qui a bien le droit de décider pour elle-même comment elle veut que son État se construise et se déploie? Et de pudeur des Québécois qui veulent que leur avenir se décide au Québec dans le cadre de leurs propres institutions?

Chose certaine, en attendant, pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'usurpateur de la représentation québécoise (qui, au nom de celle-ci, s'aviserait, comme par le passé — mesures de guerre, rapatriement de la Constitution contre la volonté unanime de l'Assemblée nationale du Québec, nuit des longs couteaux, etc. — de cautionner d'autres coups fourrés de l'État fédéral contre le Québec, sa population et son État), les Québécois s'apprentent à reconduire à la Chambre des communes du Canada une majorité de députés souverainistes.

Il y a là un message extraordinairement puissant. Encore une fois, très majoritairement, le Québec choisira de défendre et de promouvoir ses intérêts en refusant d'être lié, en le cautionnant, au pouvoir canadien qu'il sait obligé de mettre en œuvre le Canada de 1982, celui de Pierre Elliott Trudeau, qu'encre récemment un sondage Environics révélait être le véritable choix d'une très forte majorité du Canada anglais. Ce Canada qui a exclu le Québec est contraire aux intérêts du Québec, à son développement et à son rayonnement.

Appelons cela la «rupture tranquille». Appelons cela la «puissance tranquille» et subtile de la démocratie québécoise qui œuvre de façon ouverte, transparente, légale et constante à l'avènement d'un nouveau pays pour le monde.

Un appui à Liza Frulla

Des enjeux lourds de conséquences

PIERRE MACDUFF

Directeur général de la compagnie de théâtre Les Deux Mondes

En période électorale, force est de constater que les questions touchant la culture n'intéressent pas plus les journalistes et les commentateurs de la chose politique que les politiciens eux-mêmes. On continue vraisemblablement d'estimer, à tort, qu'il s'agit là d'un secteur sans grande conséquence pour les citoyens et de portée négligeable. Pourtant, selon une étude menée par le Conseil des arts du Canada en 1996 et qui n'a pas, sauf erreur, été réactualisée depuis, les retombées économiques directes du secteur culturel totalisaient à l'époque 43 milliards de dollars, soit 4,8 % du PIB, ce qui est, pour ne parler que d'argent, considérable.

Au cours des derniers mois, sous l'énergique impulsion de la ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, le gouvernement fédéral a fait avancer de façon significative deux importants dossiers. Il a reconnu la justesse de la demande de la Coalition canadienne des arts à l'effet de doubler le budget du Conseil des arts, stagnant depuis des années, et s'est formellement engagé à ce que celui-ci atteigne 300 millions dans trois ans, au moment où le Conseil célébrera son cinquantième anniversaire. Ce faisant, la contribution du gouvernement canadien par habitant pour la culture se rapprochera de la moyenne de celle des pays membres du G8.

Sur le plan international, le gouvernement canadien a poursuivi le travail amorcé en 1998 par Louise Beaudoin, alors ministre des Relations internationales du Québec, visant à permettre à la culture de ne plus être considérée comme une simple marchandise soumise aux diktats des autres accords commerciaux et à faire adopter par les pays membres de l'UNESCO un premier traité international reconnaissant aux peuples le droit de subventionner et de protéger leurs propres expressions culturelles et d'encourager les personnes «à créer, produire, diffuser et distribuer celles-ci et à y avoir accès».

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'adoption, par 148 États membres de l'UNESCO, du traité international sur la diversité culturelle, le 20 octobre dernier à Paris, et a été le premier pays à le ratifier officiellement, le 23 novembre 2005. Ce dossier concerne le quotidien de tous les Canadiens, entre autres en permettant que les gouvernements ne se voient pas pénalisés sur le plan international par le soutien qu'ils accorderaient, par exemple, à l'industrie du cinéma, du disque ou des périodiques et en leur reconnaissant le droit de légiférer en matière de télédiffusion.

Deux pays se sont toutefois opposés au traité: Israël et les États-Unis. Ce traité ne sera formellement adopté qu'une fois ratifié par 30 pays. Nul doute que nos voisins américains vont tout mettre en œuvre pour en retarder, sinon en compromettre, l'adoption.

Pression américaine

Si le Parti libéral forme le prochain gouvernement, même minoritaire, ces engagements suivront leur cours. Mais qu'advient-il si le Parti conservateur prend le pouvoir le 23 janvier? Quelqu'un a-t-il entendu M. Harper se prononcer sur la culture?

Chose certaine, le programme électoral du Parti conservateur (<http://www.conservative.ca/media/20060113-Platform-f.pdf>) ne souffle mot de l'attitude qu'il entend adopter en ce qui a trait à la diversité culturelle et absolument rien ne garantit qu'un gouvernement conservateur n'aura pas la tentation de céder à la pression du gouvernement américain dans ce dossier.

Les 15 lignes du programme consacrées à la culture, au chapitre intitulé «Promouvoir les arts, la culture et les sports de compétition», ne sont qu'un ramassis de phrases creuses, sans véritable engagement, sauf pour le sport («honorer l'engagement de consacrer 140 millions de dollars par an au sport amateur, dont 55 millions de dollars sur cinq ans pour les athlètes de haut niveau qui participent aux Jeux olympiques d'hiver de Vancouver»), et où l'on peut lire cette phrase sibylline, dont je remercie d'avance quiconque pourra m'en expliquer le sens véritable: «Un gouvernement conservateur établira un secrétariat francophone au sein du ministère du Patrimoine canadien. La langue fait partie intégrante de notre culture et de notre patrimoine et devrait servir de base au processus décisionnel sur [sic] la communauté culturelle et artistique francophone.»

En politique, une personne peut parfois faire toute la différence. Ceci n'est pas exclusif aux chefs des formations politiques. Si les dossiers culturels ont progressé au cours des derniers mois, le mérite en revient à la ministre Liza Frulla, qui a persuadé ses collègues de leur importance, comme elle y était parvenue lorsqu'elle était titulaire du ministère de la Culture, dans le gouvernement Bourassa, et qu'elle a fait adopter la première politique culturelle du Québec, en 1992, et créé le Conseil des arts et des lettres du Québec, en 1995.

J'espère que les électeurs de Jeanne Le Ber confirmeront Liza Frulla à titre de députée, avec l'espoir qu'elle retrouve ses fonctions comme titulaire du Patrimoine canadien ou, advenant l'élection d'un gouvernement conservateur, que le Parlement canadien puisse compter sur sa vigilance et sa détermination, dans l'opposition, afin que le Canada ne trahisse pas ses engagements tant envers les artistes et créateurs d'ici qu'envers les autres pays au chapitre de la diversité culturelle.



Liza Frulla

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les fédéralistes doivent boycotter le Bloc québécois

DENIS PICHÉ

Terrebonne

Lors des dernières élections fédérales, en 2004, Gilles Duceppe a invité la population québécoise à punir les libéraux. Il s'agissait d'une stratégie axée sur le vote de protestation des électeurs en réaction au scandale des commandites. Le vote des électeurs était canalisé de façon négative; ce n'était pas le temps de consacrer le temps précieux du chef du Bloc québécois sur son vrai projet, la sécession.

Janvier 2006, même scénario. Mais ce vote de contestation sur lequel reposent tous ses espoirs, Gilles Duceppe affirme qu'il s'agit d'un vote pour la souveraineté. Pourtant, la réalité est tout autre. La consultation du dernier rapport financier du Bloc québécois permet de relever que les coffres du parti sont bien garnis. N'ayant à couvrir que le Québec pour faire campagne, le Bloc est le parti politique fédéral le plus riche par électeur.

Depuis la dernière réforme de la loi électorale, le parti de Gilles Duceppe a fait le plein de fonds. Chaque vote qu'il a recueilli équivaut à 1,75 \$ par électeur par année, ce qui représente une somme annuelle de 2,7 millions de dollars (rapport financier du Bloc québécois pour l'année 2004). La signification du vote de l'électeur est donc double. Non seulement il exprime son opinion publique de façon démocratique, mais il fi-

nance les activités politiques partisanes des partis. Le Canada est fort possiblement le pays qui investit le plus d'argent dans son propre anéantissement.

Les électeurs fédéralistes qui votent pour le Bloc se retrouvent donc à appuyer... la sécession! Les fonds du Bloc québécois sont utilisés afin d'organiser des activités souverainistes partout au Québec: leur dernier congrès «Imaginer le Québec souverain», la grande messe souverainiste du 30 octobre 2005 dernier au CEPSUM, et j'en passe.

Il faut empêcher le Bloc québécois de disposer d'une caisse référendaire garnie ainsi que de plusieurs bureaux de circonscription fédéraux afin de disposer de ressources financières fédérales et de personnel politique payé pour utilisation à leur unique fin partisane.

Gilles Duceppe a menti quand il a clamé vouloir faire disparaître les libéraux. Gilles Duceppe veut faire disparaître le Canada.

Les fédéralistes doivent se rallier

Les Québécois fédéralistes de tous les horizons ne peuvent pas se reconnaître dans ce parti politique qu'est le Bloc, dont le but premier est d'effectuer la sécession du Québec. Un scandale politique, aussi grave soit-il, ne doit aucunement faire en sorte de remettre en question une union fédérale, un pays, un État.

En votant pour le Bloc, les électeurs fédéralistes ne font qu'encourager la mise en marche de la ma-

chine référendaire qui ne réussira, après tout, qu'à mieux nous diviser à nouveau. Est-ce cela que les électeurs désirent? Veulent-ils vraiment élire une série de députés bloquistes qui travailleront fort à discrediter le Canada et ses institutions?

Toutefois, les leaders fédéralistes ne doivent pas manquer à leur obligation de défendre leur option de façon positive et renouvelée. L'époque des épouvantails est révolue. Il est temps de faire la démonstration que le Canada est un pays qu'il faut réaliser, et il leur sera loisible d'expliquer le rôle du Québec dans un Canada uni. Ils doivent dénoncer les déclarations mensongères des leaders souverainistes sur les lendemains de leur unique option.

Le fédéralisme n'est pas un fardeau pour le Québec mais un atout. Chaque année, le Québec obtient 43,1 milliards du gouvernement fédéral en retour des 39,8 milliards qu'il y investit («A survey of Canada — A dream that does not fade»). The Economist, numéro du 3 au 9 décembre 2005, l'a fait dépasser les slogans creux prônant la simplification et la pensée unique et présenter la réalité à la population.

Un scrutin est une occasion rêvée pour les leaders fédéralistes de faire valoir leurs idées et de les mettre en avant. La rigidité et la fermeté ne sont que des tactiques d'affrontement; l'ouverture et la conciliation des politiques fédérales sont les véritables valeurs qu'ils devront présenter afin de réaliser le Canada du XXI^e siècle. [...]

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Anne Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Prévost (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture du week-end), Sébastien Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (liens), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Marion Corneille et Alec Cantagay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrissac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyn Hamelin, Alexandre Shields (commu). **La documentation:** Gilles Paré (directeur); Marion Deroose, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING** Jacqueline Avril, Jean de Billy, Jean-François Bosse, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Anselme Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Carriers, Donald Filion, Yanick Morin, Nathalie Zennaro, Olivier Zaida. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** François Bisson, Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furon, Ghislaine Laflamme, Claudette Beliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Roy.

ACTUALITÉS

CULTURE

SUITE DE LA PAGE 1

n'est pas vrai, dit-elle. L'argent est là, dans notre plan fiscal. Par contre, ce qui est vrai, c'est que Stephen Harper a annoncé qu'il ne respecterait aucun engagement libéral. Cette décision va toucher la culture mais aussi l'environnement ou le logement social.

Beverly Oda adopte la même position attentiste par rapport aux autres grandes institutions. À chaque occasion, que ce soit à propos de Radio-Canada ou de Téléfilm Canada, elle promet le soutien de son parti mais demande d'abord d'examiner la situation institutionnelle avant de pouvoir promettre quoi que ce soit d'un point de vue budgétaire.

Tout cela ne rassure pas la Conférence canadienne des arts, le plus grand groupe de pression du secteur. « Nous ne trouvons nulle part dans les propos de Mme Oda de quoi être rassurés pour le financement du Conseil des arts », dit Alain Pineau, directeur général de la Conférence, interviewé hier. « Nous avons demandé au Parti conservateur de préciser sa position et nous attendons toujours une réponse. »

La Conférence, comme plusieurs autres groupes, réclame aussi l'amélioration du système de protection et de financement des industries nationales du film et de la télévision. Le Fonds canadien de télévision, créé en 1996 pour soutenir la production et la diffusion, reçoit près de 100 millions par année. Des mesures fiscales multiplient l'effet de levier.

Juger au besoin

« Encore une fois, il faudra s'asseoir et juger les besoins, répond alors Mme Oda. Nous soutenons tous les grands organismes, mais comme le vérificateur général l'a souligné, plusieurs programmes du ministère du Patrimoine canadien manquent d'imputabilité, de contrôle et de balises. Nous sommes redevables envers le public pour la gestion des fonds publics. »

Bref, un vaste examen critique des programmes, des objectifs et des moyens de l'État culturel canadien se prépare si le Parti conservateur prend le pouvoir. « Je pense qu'il faut revoir le mandat de Radio-Canada et de la CBC à la lumière des nouvelles chaînes et des demandes du public pour les chaînes publiques, explique encore Mme Oda. Il faut se demander quels services elles peuvent offrir et ensuite décider des ressources nécessaires pour remplir ce mandat. »

Liza Frulla prédit carrément que cette démarche va mener à des compressions radicales des budgets. Elle ajoute que les conservateurs ont dans leur mire le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) qui, selon elle, ne surveillerait plus les quotas de contenu canadien dans les médias nationaux. « La mentalité conservatrice est simple, c'est celle du "if you like it, you buy it". Le CRTC va devenir un simple dispensateur de licences. »

Fructueuse carrière

Beverly Oda (elle préfère qu'on l'appelle Bev) connaît bien ce dossier. Enseignante pendant quelques années, Mme Oda a ensuite poursuivi pendant un quart de siècle une fructueuse carrière dans le milieu des télécommunications. Elle a occupé plusieurs fonctions administratives au sein du réseau TVO (l'équivalent de Télé-Québec en Ontario) et siège comme commissaire au CRTC de 1987 à 1993. Elle y a notamment défendu la libéralisation du marché des appels interurbains. Elle a ensuite travaillé à la haute administration de plusieurs entreprises du secteur, dont le réseau CTV.

La situation se complique: en effet, Bev Oda ne deviendra pas nécessairement la future ministre du Patrimoine et semble beaucoup plus « libérale » que son parti sur bien des questions. « Ses affirmations ne sont même pas reprises par Stephen Harper », commente le dirigeant d'un groupe de pression du milieu culturel québécois qui désire garder l'anonymat. « Certaines de ses affirmations sont même contredites par des témoins qui annoncent ne rien vouloir récupérer des promesses libérales. Nous sommes dans le vague et nous ne sommes vraiment pas rassurés. »

Les commentateurs s'entendent en fait pour déplorer l'absence de considérations pour la culture dans la campagne électorale actuelle. Le thème n'a à peu près pas été abordé dans les débats des chefs en anglais et en français.

Quelques lignes seulement

Le programme du PC ne démêle pas les cartes. Le document *Changeons pour vrai - Un gouvernement honnête qui travaille pour vous*, publié vendredi, traite des soins de santé, des délinquants sexuels, de la garde des enfants, des logements abordables ou de l'armée, mais le secteur culturel ne figure pas dans la liste des priorités. Seules quelques lignes abordent l'idée de promouvoir, pêle-mêle, « les arts, la culture et les sports de compétition ».

Selon cette plate-forme, un gouvernement conservateur établira un secrétariat francophone au sein du ministère du Patrimoine, garantira que la CBC et Radio-Canada continueront de jouer « un rôle vital en tant que radiodiffuseurs publics nationaux », maintiendra le rôle de l'Office national du film, du Conseil des arts et des autres organismes fédéraux et donnera « aux Canadiens un meilleur accès aux émissions de radio et de télévision de l'étranger et en langues étrangères ».

Mme Oda ajoute que son parti appuie la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle, un document défendu par le Canada, qui a d'ailleurs été le premier État membre cette organisation onusienne à le ratifier, juste avant le déclenchement des élections. Elle précise que la plate-forme conservatrice ne rentre pas dans les détails en ce qui concerne cette convention, telle ou telle institution ou tel ou tel secteur tout simplement parce qu'il faut frapper l'imagination des électeurs.

Le Devoir

Rectificatif

Dans un texte publié en page A 3 de notre édition d'hier, nous avons indiqué par erreur que le nom du candidat néo-démocrate dans Westmount-Ville-Marie était Roger Thibault. Le candidat du NPD dans cette circonscription s'appelle plutôt Eric Steedman.

HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

Tendant une perche aux fédéralistes québécois fâchés, Stephen Harper a déclaré que les libéraux avaient peut-être perdu toute crédibilité, « mais nous ne devrions jamais laisser le fédéralisme lui-même être puni pour les actions du Parti libéral ». Le chef conservateur a aussi répliqué au leader du Bloc québécois. « Gilles Duceppe, qui vient de découvrir le Parti conservateur, n'aime pas que je cite René Lévesque. Mais M. Duceppe se souvient-il que René Lévesque a toujours été contre la présence d'un parti souverainiste à Ottawa? Est-ce que M. Duceppe suit l'exemple de René Lévesque en proposant aux Québécois d'être des spectateurs impuissants à Ottawa, de se contenter de poser des questions au lieu de réaliser tout leur potentiel? M. Duceppe a raison d'être inquiet: les Québécois commencent à se poser des questions au sujet du Bloc. »

Tourner la page

Stephen Harper a soutenu que le temps du changement est arrivé pour le Québec. « A quelques reprises dans leur histoire récente, les Québécois ont compris qu'il leur fallait faire un grand changement au gouvernement. Cette possibilité est devant nous maintenant. Lundi prochain, ensemble, nous pourrions tourner la page sur plus d'une décennie perdue en scandales, en erreurs, en gaspillage, et se tourner vers l'avenir avec confiance et optimisme », a-t-il lancé.

Stephen Harper, conscient que l'éventualité de l'élection d'un gouvernement conservateur en inquiète plusieurs, particulièrement au Québec, a voulu se faire rassurant. « Je ne demande à personne un acte de foi aveugle. Je ne propose pas un saut dans l'inconnu. Et je ne demande pas qu'on vote seulement contre l'ancien régime. Il faut voter pour un bon gouvernement », a-t-il dit avant d'énumérer plusieurs volets de son programme, dont la réduction de la TPS, le règlement du déséquilibre fiscal, une plus grande place du Québec sur la scène internationale, plus de fermeté envers les criminels, etc. « Mais il ne faut pas se tromper, la seule façon de réaliser ce programme, c'est d'élire un gouvernement conservateur. Sinon, ce programme serait une occasion manquée pour le Québec. »

Le chef conservateur a enjoint aux électeurs de « tourner la page sur la corruption, les enquêtes, les accusations et l'obstruction systématique et aveugle. Il faut bâtir, avancer et gagner sur les marchés mondiaux. Les Québécois méritent mieux que l'opposition éternelle. »

Il a terminé son discours par un appel du pied aux Montréalais, tant anglophones que francophones. « Je leur demande un effort spécial pour que la métropole et sa région soient bien représentées dans un gouvernement conservateur. Il faut que les intérêts et les aspirations de Montréal soient défendus au sein du gouvernement par des Montréalais. Montréal est une ville fière, cosmopolite et dynamique. Elle mérite plus que des questions [à la manière du Bloc québécois], il lui faut des réponses et des actions. »

Toronto le rouge

Plus tôt en journée, le chef conservateur a tenu un rassemblement en plein cœur du Toronto rouge libéral, dans le comté de Saint Paul, où la ministre Carolyn Bennett l'a emporté par la confortable marge de 20 000 voix en 2004. Les conservateurs y présentent tout de même un candidat-vedette: Peter Kent, ancien journaliste de la chaîne Global. Pour l'occasion, l'équipe du PC a sorti l'artillerie lourde, plaçant sur la même scène des figures conservatrices populaires comme l'ancien premier ministre ontarien Bill Davis



ANDY CLARK REUTERS

Stephen Harper a rencontré des chauffeurs de taxi, hier, à Toronto.

et deux ex-ministres du gouvernement Mulroney, les anciens titulaires des Finances et des Affaires étrangères, Michael Wilson et Barbara MacDougall.

Dans un pub rempli à capacité, Stephen Harper a rappelé les grandes lignes de son programme, soulignant à gros traits son attachement à Toronto, là où il a grandi. Être plus sévère dans le cas de crimes commis avec des armes à feu, faciliter l'intégration des immigrants, continuer à soutenir la croissance économique de Toronto: le discours frappait les points d'intérêt des Ontariens dans une ville qui refuse encore aujourd'hui, malgré la vague conservatrice ailleurs au pays, de céder aux troupes de Stephen Harper. Les libéraux y sont en effet toujours largement en avance (de 19 points sur le PC, selon un coup de sonde du *Toronto Star* effectué il y a dix jours).

En point de presse, Stephen Harper a confirmé qu'il n'était pas à Toronto et à Montréal sans raison. « Mes objectifs et ma méthode sont évidents. Je fais campagne dans des endroits très libéraux, comme Montréal, Toronto et Vancouver. Je pense que nous pouvons gagner des appuis dans chacune de ces grandes villes. Nous travaillons pour faire des gains et j'encourage les électeurs des grandes villes, comme de toutes les villes du pays, à jouer un rôle important dans un nouveau gouvernement. »

Après l'allocation du chef du PC, les journalistes lui ont demandé d'expliquer ses déclarations de la veille à propos des juges nommés par les libéraux, ce qui constitue un contrepoint politique important à ses yeux, tout comme le Sénat et les fonctionnaires. Est-ce à dire que les juges sont biaisés en faveur des libéraux? Stephen Harper a soutenu que la magistrature est indépendante et qu'il ne faisait qu'un constat de la situation (voir autre texte en page A 2).

À propos du Sénat à forte majorité libérale (67 libéraux contre 23 conservateurs), Stephen Harper a dit espérer sa collaboration s'il prend le pouvoir. « Nous voulons changer la façon de nommer les sénateurs, mais ça n'arrivera pas du jour au lendemain. Il y a une majorité libérale, et je pense qu'elle ne devrait pas faire une démonstration de force. Je ne peux cependant pas prédire la façon dont les sénateurs vont réagir », a-t-il dit. Selon lui, le Sénat, qui n'est pas élu, « n'a pas à bloquer la volonté démocratique des Canadiens ». « Le Sénat n'a pas été coopératif par le passé quand notre parti a été au pouvoir, alors c'est une source d'inquiétude. Mais on verra. »

Le Devoir

TOKYO

SUITE DE LA PAGE 1

Pour un marché boursier qui a redonné un peu de confiance aux Japonais en grimpant de 40 % l'an dernier, les allégations sèment le doute sur l'état réel des choses. La consternation chez les investisseurs était telle hier que l'urgence avec laquelle ils larguaient leurs actions a forcé les autorités à fermer la Bourse 20 minutes plus tôt, les ordres de vente ayant tout simplement paralysé le système informatique. Pour couronner la journée, le premier ministre Junichiro Koizumi a fait une sortie publique afin de rassurer les marchés, affirmant que la situation est « temporaire car l'état de la deuxième économie mondiale est solide ».

Pas de contagion

La situation japonaise ne semblait pas avoir contaminé outre mesure les autres grands marchés mondiaux, disaient hier les analystes. « Les marchés américains ne plongent pas comme on aurait pu le craindre. C'est rassurant. Finalement, les investisseurs se disent qu'il y a eu un excès de panique mercredi matin [hier] », a dit un courtier de Global Equities.

Si peu de détails transparent de l'enquête et des perquisitions, certains membres de l'établissement ont déjà un verdict à l'esprit. Aux yeux de Hiroshi Okuda, qui dirige le puissant conseil patronal Nippon Keidanren, l'admission de Horié au sein de ce club sélect a désormais toutes les apparences d'une « erreur ». Tout aussi lapidaire, le quotidien financier *Nikkei* écrivait quant à lui hier que, « depuis que son entreprise est entrée en Bourse en 2000, Horié a acquis une réputation d'excentrique en

t-shirt hawaïen qui étale les questions des analystes pendant les conférences de presse ».

M. Horié, ou « Horiémon », comme les Japonais l'ont baptisé, n'a jamais essayé de se faire des amis. En entrevue en novembre dernier à l'émission *Talkasia*, sur les ondes asiatiques de CNN, il a candidement confié à l'animatrice qu'il ne se perçoit pas « comme étant typiquement japonais ». Que dire de l'establishment qui vous déteste? « Ils sont jaloux, c'est tout. » Justement, est-ce de la jalousie, de la peur? Est-ce que ça vous dérange? « C'est agaçant, mais c'est surtout pitoyable. J'essaie de ne pas en tenir compte. » Au cours de l'entrevue, on apprenait aussi que M. Horié souhaite organiser un voyage dans l'espace et un jour visiter la planète Mars, qu'il attribue des vertus indéniables à l'argent et qu'il ne sait pas trop « pourquoi [il a] dû passer 18 à 20 ans dans le système scolaire japonais ».

Prise de contrôle hostile

Une partie de la rancune que lui réserve la classe dirigeante vient principalement de deux gestes. Elle lui en veut notamment pour avoir tenté une prise de contrôle hostile sur Fuji Television l'an dernier. Bien qu'il ait échoué, la compagnie a décidé de prendre une participation de 15 % dans Livedoor. Un an plus tôt, il avait tenté d'acheter les Bisons d'Osaka pour les inscrire en Bourse. L'équipe était alors en difficulté financière, mais les propriétaires n'étaient pas intéressés à vendre. Invité à commenter l'attitude des dirigeants de l'équipe, M. Horié avait conclu, selon le *New York Times*, que c'était « probablement l'orgueil qui accom-

pagne le vieil âge ».

Le plus récent chapitre est survenu en septembre 2005. M. Horié s'étant présenté aux élections parlementaires comme indépendant. Il a perdu. Pourquoi s'être présenté? « Je voulais promouvoir la nécessité de faire des réformes, a-t-il dit à CNN deux mois après sa défaite. Pour nous qui sommes en affaires, nous serons sérieusement affectés si les réformes financières et structurelles ne sont pas mises en place. »

Bien que le Nikkei ait perdu environ 400 milliards \$US en valeur boursière depuis lundi, les analystes ne semblaient pas prévoir de répercussions majeures dans le monde. « Je ne pense pas [à un impact] sur le marché américain », a indiqué Michael Malone, analyste chez SG Cowen. Ce qui a retenu l'attention des investisseurs, selon lui, « c'est bien davantage les résultats de mardi soir ».

M. Malone faisait référence aux résultats de Yahoo! et d'Intel, qui ont publié des bénéfices inférieurs de 6 à 7 % aux attentes. La Bourse de New York a cédé 0,38 %, tandis que le Nasdaq a reculé de 1,00 %. La Bourse de Toronto a terminé en baisse de 1,1 % en raison de la mauvaise performance du secteur de l'énergie.

À Tokyo, la séance boursière d'aujourd'hui sera écourtée de 30 minutes pour éviter tout risque de surchauffe du système informatique. « Il est malheureux qu'une chose pareille soit arrivée, surtout à un moment où la Bourse était au mieux », a dit Junichiro Koizumi. L'exige que la Bourse de Tokyo fasse tout le nécessaire pour faire face à la situation. »

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse et Associated Press

BOISCLAIR

SUITE DE LA PAGE 1

au cours d'une conférence de presse qui suivait un discours qu'il a prononcé devant quelque 500 étudiants de l'Université Laval. « Le résultat de la prochaine élection fédérale va avoir, à mon avis, un impact neutre sur la marche des souverainistes », a-t-il soutenu. « Le plan de match des souverainistes ne sera pas modifié au lendemain de cette élection. »

La perspective d'une alliance entre un gouvernement Harper majoritaire et le gouvernement Charest sur la question du déséquilibre fiscal, notamment, ne l'empêche donc pas de dormir. Mais M. Boisclair a tout de même tenu à mettre en garde les Québécois contre le glissement dangereux que représente Stephen Harper. « Il y a un danger dans le glissement qui s'opère. Le danger est le suivant: c'est que M. Harper est aussi dangereux que M. Martin. M. Harper refuse de chiffrer le déséquilibre fiscal. »

M. Boisclair a évité de commenter les derniers sondages et surtout le dernier sondage CROP, selon lequel le Bloc québécois ne recueillerait que 39 % des intentions de vote. Les électeurs, selon lui, n'ont pas obtenu toute l'information requise de la part des conservateurs. « Ça donne des mouvements comme ceux qu'on a connus au lendemain de l'élection de M. Charest, des mouvements du genre "J'ai jamais voté pour ça", a-t-il dit en faisant référence au mouvement de grogne suscité par le gouvernement Charest dès l'automne 2003.

«Chant des sirènes»

Comme il l'avait fait mardi à Sherbrooke, M. Boisclair a mis en garde les Québécois contre « le chant des sirènes » que représente l'ouverture promise par M. Harper à l'endroit des Québécois. « Ce n'est pas une troisième voie, c'est un cul-des-sac », a-t-il affirmé. Le chef péquiste a parlé du « prix à payer » pour régler le déséquilibre fiscal, qui consisterait à renoncer à des valeurs essentielles et à accepter de rouvrir des débats sur les questions des jeunes contrevenants, du protocole de Kyoto et du mariage entre conjoints de même sexe.

André Boisclair, qui a décidé de se montrer plus présent dans la campagne électorale d'ici lundi, a tenu à défendre la pertinence de la présence du Bloc à Ottawa. Devant les étudiants, il a rejeté « l'argument de ceux qui disent que nous serions condamnés à l'éternelle opposition impuissante ».

Le nouveau député de Verchères, Stéphane Bergeron, a été assermenté hier au Salon rouge en présence de M. Boisclair et de la chef de l'opposition officielle, Louise Harel, et a lui aussi dû s'exprimer à propos de la pertinence du Bloc. Cette recrue, qui a été député bloquiste pendant 12 ans avant de faire le saut à Québec, a eu une étrange réponse. « Lors de mon assemblée d'investiture, au mois d'août dernier, j'ai précisé que n'ait été de l'expérience que j'ai acquise à Ottawa comme parlementaire, ma pertinence serait nulle comme député du Parti québécois », a-t-il dit, comme si seul un ancien député bloquiste pouvait faire un bon député péquiste.

Devant les étudiants, André Boisclair a énoncé quatre arguments pour voter en faveur du Bloc. Il a cité la qualité du travail des députés bloquistes, qui ne sont pas impuissants et dont « la seule loyauté est celle des intérêts des Québécois ». En outre, leur honnêteté et leur droiture les distinguent des fédéralistes qui ont cherché à acheter le vote des Québécois lors du référendum de 1995 avec Option Canada, a-t-il fait valoir. En raison de leur participation à Option Canada, les conservateurs doivent être punis autant que les libéraux, a avancé le chef péquiste.

M. Boisclair a ensuite dénoncé la promesse non chiffrée de M. Harper sur le déséquilibre fiscal. « On en a assez de se faire remplir comme on s'est fait remplir en 1995 et comme on s'est fait remplir à l'élection provinciale », a-t-il lancé. Enfin, le chef péquiste s'en est pris à l'engagement des conservateurs de respecter les ententes avec Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse sur les revenus tirés de l'exploitation pétrolière qui ne viendront pas diminuer le montant de péréquation qu'elles percevront. Cette entente sur la péréquation est injuste pour le Québec, estime André Boisclair.

Le Devoir

GILLES TOUPIN

Le déshonneur des libéraux

Le scandale des commandites

vlb éditeur

Le scandale des commandites a tenu les Québécois en haleine à partir de mars 2002. Les révélations se sont succédé pendant des mois et des années, de sorte que, pourrait-on dire, les arbres ont fini par cacher la forêt. Gilles Toupin démêle ici ces faits pour en dresser un tableau clair et exhaustif et retracer l'histoire d'une tentative de détournement de la démocratie.

vlb éditeur
www.edvlib.com

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organismes reconnus dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organismes, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec). H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 300, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.